Ročník 2021

SBÍRKA MEZINÁRODNÍCH SMLUV

ČESKÁ REPUBLIKA

Částka 14 **Rozeslána dne 17. května 2021** **Cena Kč 154,–**

O B S A H:

19. Sdělení Ministerstva zahraničních věcí, kterým se vyhlašuje dočasné pozastavení provádění Dohody o programu pracovní dovolené mezi vládou České republiky a vládou Nového Zélandu

20. Sdělení Ministerstva zahraničních věcí o přijetí Dodatkového protokolu mezi vládou Francouzské republiky a vládou Republiky Mali upravujícího status jiných než francouzských jednotek sil „Takuba“, sjednaného výměnou dopisů podepsaných v Bamaku dne 6. března 2020 a v Kouloubě dne 10. března 2020, k Dohodě mezi vládou Francouzské republiky a vládou Republiky Mali upravující status sil „Serval“, sjednané výměnou dopisů podepsaných v Bamaku dne 7. března 2013 a v Kouloubě dne 8. března 2013

21. Sdělení Ministerstva zahraničních věcí o přijetí Dodatkového protokolu mezi vládou Francouzské republiky a vládou Nigerské republiky upravujícího status jiných než francouzských jednotek sil „Takuba“ k Dohodě mezi vládou Francouzské republiky a vládou Nigerské republiky o právním režimu zásahu francouzského vojenského personálu v Nigeru za účelem bezpečnosti v Sahelu, podepsané v Niamey dne 25. března 2013, a k Dohodě mezi vládou Francouzské republiky a vládou Nigerské republiky o statusu francouzského vojenského personálu přítomného v Nigeru v rámci francouzského zásahu za účelem bezpečnosti v Sahelu, podepsané v Niamey dne 19. července 2013

19

SDĚLENÍ

Ministerstva zahraničních věcí

Ministerstvo zahraničních věcí sděluje, že nótou ze dne 14. dubna 2021 oznámilo Velvyslanectví Nového Zélandu, že s odvoláním na článek 12 Dohody o programu pracovní dovolené mezi vládou České republiky a vládou Nového Zélandu[1]) rozhodla vláda Nového Zélandu o dočasném pozastavení provádění této dohody.

Pozastavení provádění Dohody nabylo účinnosti dne 14. dubna 2021.

[1]) Dohoda o programu pracovní dovolené mezi vládou České republiky a vládou Nového Zélandu, podepsaná v Praze dne 11. října 2004, byla vyhlášena pod č. 93/2005 Sb. m. s.

20

SDĚLENÍ

Ministerstva zahraničních věcí

Ministerstvo zahraničních věcí sděluje, že výměnou dopisů podepsaných v Bamaku dne 6. března 2020 a v Kouloubě dne 10. března 2020 byl sjednán Dodatkový protokol mezi vládou Francouzské republiky a vládou Republiky Mali upravující status jiných než francouzských jednotek sil „Takuba“ k Dohodě mezi vládou Francouzské republiky a vládou Republiky Mali upravující status sil „Serval“, sjednané výměnou dopisů podepsaných v Bamaku dne 7. března 2013 a v Kouloubě dne 8. března 2013.

S Dodatkovým protokolem vyslovil souhlas Parlament České republiky a prezident republiky podepsal dne 2. února 2021 listinu o přijetí Dodatkového protokolu Českou republikou.

Přijetí závazků z ustanovení Dodatkového protokolu Českou republikou bylo oznámeno Francouzské republice a Republice Mali nótami ze dne 5. února 2021 a 12. února 2021.

Dodatkový protokol vstoupil v platnost na základě svého článku 3 dne 10. března 2020. Pro Českou republiku vstoupil v platnost na základě svého článku 2 odst. 2 dne 12. února 2021.

Dohoda vstoupila v platnost dne 8. března 2013.

Francouzská znění dopisů, jež tvoří Dodatkový protokol a Dohodu, a jejich překlady do českého jazyka se vyhlašují současně.

Bamako, le 6 mars 2020

L'Ambassadeur

N° 2020-0135457/chan

Monsieur le Ministre,

Ayant à l'esprit la Charte des Nations Unies et les résolutions 2056 (2012), 2071 (2012), 2085 (2012), 2100 (2013), 2164 (2014), 2227 (2015), 2295 (2016), 2364 (2017), 2374 (2017), 2391 (2017), 2423 (2018) et 2480 (2019) du Conseil de sécurité, et la demande expresse du Président de la République du Mali aux gouvernements des Etats européens autres que la France souhaitant participer à la Force « Takuba »,

Considérant l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali déterminant le statut de la force « Serval », signées à Bamako le 7 mars 2013 et à Koulouba le 8 mars 2013,

Nos deux Gouvernements sont convenus du déploiement sur le territoire de la République du Mali de détachements de militaires d'Etats européens participant à la Force interarmées multinationale pour les opérations spéciales (*Combined Joint Special Operations Task Force (CJSOTF)*) au Mali, ci-après « la Force Takuba », placés sous le commandement du commandant du détachement français « Barkhane » soutenant les forces de la République du Mali.

Dans ce cadre, j'ai l'honneur, au nom de mon Gouvernement, de vous proposer les stipulations suivantes applicables à la Force « Takuba » pendant toute la durée de son déploiement sur le territoire de la République du Mali dans ses opérations d'assistance militaire à l'Etat malien sur l'intégralité de son territoire.

Les stipulations qui suivent régissent le statut des détachements non français de la Force « Takuba », y compris leurs équipements, dans le cadre de ses missions au Mali.

Article 1er

Le « Personnel de la Force Takuba » désigne le personnel militaire et civil appartenant aux, ou accompagnant les unités ou entités militaires de la France et des Partenaires d'opération.

Les « Partenaires d'opération » sont les Etats européens autres que la France qui, après d'étroites consultations :

- ont été invités, par lettre du Président de la République du Mali, et agréés et autorisés par le Gouvernement de la République du Mali à participer, au sein de la Force « Takuba », aux missions menées par la France au Mali ;
- ont été agréés et autorisés par la Partie française à servir sous commandement français pour participer, au sein de la Force « Takuba », aux missions menées par la France au Mali.

Article 2

1. La Partie malienne applique les stipulations de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali déterminant le statut de la force « Serval » signées à Bamako le 7 mars 2013 et à Koulouba le 8 mars 2013, aux détachements des Partenaires d'opération qui ont accepté expressément par écrit les droits et les obligations prévus par cet accord conformément au texte figurant en annexe.

2. L'acceptation expresse des droits et obligations mentionnée au point 1 est notifiée par le Partenaire d'opération à la Partie française et à la Partie malienne. Elle entre en vigueur à la date de réception de la dernière de ces notifications. Elle est applicable aux détachements des Partenaires d'opération pendant toute la durée de leur présence sur le territoire de la République du Mali.

3. La mise en œuvre du présent protocole additionnel est sans préjudice de la mise en œuvre d'autres accords conclus entre la République du Mali et les Partenaires d'opération.

Article 3

Tout différend concernant l'application ou l'interprétation des présentes stipulations entre les Parties est réglé par voie diplomatique.

Je vous serais obligé de bien vouloir me faire savoir si les dispositions qui précèdent recueillent l'agrément de votre Gouvernement. Dans ce cas, la présente lettre, son annexe ainsi que votre réponse constitueront le protocole additionnel entre nos deux Gouvernements déterminant le statut des détachements non français de la Force « Takuba ».

Ce protocole additionnel entrera en vigueur à la date de votre réponse et produira ses effets jusqu'à la fin des missions de la Force « Takuba » et son départ complet et définitif du territoire de la République du Mali.

Joël MEYER
Ambassadeur de France au Mali

Annexe : Texte de l'acceptation expresse, adressée à la France et au Mali par le Partenaire d'opération.

Monsieur le Président,

Pour la notification à la Partie française : En réponse à la lettre adressée le [X/X/X] par le Président de la République du Mali, mon [Gouvernement] accepte de déployer des éléments de nos forces armées sur le territoire de la République du Mali au sein de la Force « Takuba », placée sous le commandement français de la Force « Barkhane », afin d'appuyer les forces armées maliennes dans leur combat contre les groupes armés organisés menant des activités terroristes.

Suivi du texte de l'acceptation expresse ci-dessous.

Pour la notification à la Partie malienne : En réponse à votre lettre du [X/X/X], mon [Gouvernement] accepte de déployer des éléments de nos forces armées sur le territoire de la République du Mali au sein de la Force « Takuba », placée sous le commandement français de la Force « Barkhane », afin d'appuyer les forces armées maliennes dans leur combat contre les groupes armés organisés menant des activités terroristes.

Suivi du texte de l'acceptation expresse ci-dessous.

Texte de l'acceptation :

« En application de l'article 2 du Protocole additionnel sous forme d'échange de lettres à l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali déterminant le statut de la force « Serval » signées à Bamako le 7 mars 2013 et à Koulouba le 8 mars 2013, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali déterminant le statut des détachements non français de la Force « Takuba » (ci-après le Protocole additionnel), mon Gouvernement accepte expressément les droits et les obligations prévus par les articles 1er à 11 de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali déterminant le statut de la force « Serval », signées à Bamako le 7 mars 2013 et à Koulouba le 8 mars 2013, qui se lisent comme suit :

Article 1er

Pendant la durée de son déploiement, le personnel du détachement [X] respecte la législation en vigueur en République du Mali.

Ledit personnel s'abstient de toute action ou activité incompatible avec les objectifs du présent accord.

Pendant la durée de son déploiement, le personnel du détachement [X] bénéficie des immunités et privilèges identiques à ceux accordés aux experts en mission par la convention sur les privilèges et immunités des Nations unies du 13 février 1946.

Article 2

Le personnel du détachement [X] est autorisé à entrer sur le territoire de la Partie malienne sans visa, sous réserve qu'il soit porteur d'une carte d'identité militaire ou professionnelle ou d'un passeport en cours de validité et d'un ordre de mission individuel ou collectif ou de tout autre document assimilé émanant des autorités militaires du Partenaire d'opération [X].

Préalablement à son arrivée, la liste nominative du personnel concerné est communiquée par les autorités françaises à la Partie malienne.

Article 3

Le personnel du détachement [X] sert sous commandement français avec l'uniforme, le grade et les insignes qu'il porte dans les forces armées [X]. Le pouvoir disciplinaire est réservé au commandement [X].

Article 4

La Partie malienne reconnaît, pour le personnel du détachement [X], la validité du permis de conduire délivré par le Partenaire d'opération [X] ou du permis de conduire international.

Article 5

Pour les activités liées à l'exécution du présent accord, le personnel du détachement [X] circule sans restriction sur le territoire de la République du Mali, y compris son espace aérien, en utilisant les moyens de transport dont il dispose et sans qu'il ait à solliciter un accompagnement par les forces de la Partie malienne. A ce titre, le détachement [X] est autorisé à utiliser les voies ferrées, routes, ponts, transbordeurs, aéroports et ports en exemption de redevances, péages, taxes ou droits similaires.

Tout déplacement lié à une activité opérationnelle est signalé aux autorités militaires maliennes compétentes au préalable, et dans les plus brefs délais en cas de situation d'urgence.

Article 6

Le personnel du détachement [X] est autorisé à détenir et à porter l'armement et les munitions nécessaires aux activités liées à l'exécution du présent accord. Le personnel du détachement [X] utilise son arme de dotation conformément à la législation [X]. Ces armes et munitions sont entreposées et gardées selon les règles [X].

Le détachement [X] est autorisé à prendre toutes les mesures requises pour assurer la protection de ses personnels, de son matériel et des installations et terrains mis à sa disposition ou confiés à sa garde.

Les autorités maliennes chargées de l'ordre et de la sécurité publics facilitent la surveillance et la protection des installations accueillant des ressortissants [X] en coopération avec les représentants du détachement [X]. Elles prennent les mesures de sécurité appropriées sur la voie publique, notamment en matière de circulation.

Elles autorisent les membres du détachement [X] assurant des missions de protection des ressortissants [X] à prendre toutes les mesures requises pour assurer la sécurité des personnes, y compris sur la voie publique.

Article 7

Pour les activités liées à l'exécution du présent accord, les importations de matériel, équipement, munitions, ravitaillement et les approvisionnements nécessaires au détachement [X] sont effectuées en franchise de taxes et sans licence préalable à l'importation. Les marchandises importées pourront être réexportées en exonération de taxe vers [X] à la fin de la mission du détachement [X].

Les achats de biens et services effectués par le Partenaire d'opération [X] sur le territoire de la Partie malienne, dans le cadre de cet accord, sont exonérés de tous impôts, taxes et redevances.

Article 8

La Partie malienne s'engage en fonction de ses possibilités à mettre à disposition du détachement [X] les matériels, installations et terrains nécessaires aux activités liées à l'exécution du présent accord, et ce sur simple demande du Partenaire d'opération [X]. Cette mise à disposition est gratuite.

Le Partenaire d'opération [X] ne doit solliciter l'autorisation écrite de la Partie malienne pour réaliser des travaux sur ces terrains et installations que si lesdits travaux sont particulièrement importants. La Partie malienne examine avec bienveillance toute demande d'autorisation en ce sens. A la fin de la mission du détachement [X], les travaux réalisés resteront la propriété de la Partie malienne, selon des modalités fixées entre la Partie malienne et le Partenaire d'opération [X].

Les terrains et installations mis à la disposition du détachement [X] sont restitués en l'état d'usage à la Partie malienne.

La Partie malienne autorise le Partenaire d'opération [X] à mettre en œuvre des systèmes de communication pour ses besoins propres. L'accès au spectre des fréquences est accordé gracieusement par la Partie malienne.

La Partie malienne fournit le soutien logistique demandé par le détachement [X] dans des conditions convenues entre la Partie malienne et le Partenaire d'opération [X].

Article 9

La Partie malienne et le Partenaire d'opération [X] renoncent mutuellement à tout recours pour les dommages réciproques causés à leurs personnels et à leurs biens par les personnels ou les biens de l'autre Partie, y compris ceux ayant entraîné la mort, en raison d'actes ou de négligence commis à l'occasion du stationnement du détachement [X] ou de l'exécution par le détachement de ses missions.

Les dispositions précédentes ne s'appliquent pas en cas de faute lourde ou intentionnelle. Par faute lourde, il convient d'entendre l'erreur grossière ou la négligence grave. Par faute intentionnelle, il convient d'entendre la faute commise avec l'intention délibérée de son auteur de causer un préjudice.

La Partie malienne prend à sa charge la réparation des dommages causés aux biens ou à la personne d'un tiers, y compris lorsque le Partenaire d'opération [X] en est partiellement à l'origine. En cas d'action judiciaire intentée à l'occasion de tels dommages, la Partie malienne se substitue dans l'instance au Partenaire d'opération [X] mis en cause.

Article 10

Le Partenaire d'opération [X] traite les personnes qu'il pourrait retenir et dont il assurerait la garde et la sécurité conformément aux règles applicables du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, notamment le Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux (Protocole II) adopté le 8 juin 1977, et la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants du 10 décembre 1984.

La Partie malienne, en assurant la garde et la sécurité des personnes remises par la Partie française ou, à titre exceptionnel, directement par le Partenaire d'opération [X], se conforme aux règles applicables du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, notamment le Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux (Protocole II) adopté le 8 juin 1977, et la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants du 10 décembre 1984.

Compte tenu des engagements conventionnels et constitutionnels de la France et de [X], la Partie malienne s'engage à ce que, dans le cas où la peine de mort ou une peine constitutive d'un traitement cruel, inhumain ou dégradant serait encourue par une personne remise, elle ne soit pas requise et à ce que, dans l'hypothèse où de telles peines auraient été prononcées, elles ne soient pas exécutées.

Aucune personne remise aux autorités maliennes en application du présent article ne peut être transférée à une tierce partie sans accord préalable des autorités françaises et des autorités [X] concernées.

Le Partenaire d'opération [X], le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), ou, après approbation de la Partie malienne, tout autre organisme compétent en matière de droits de l'homme, dispose d'un droit d'accès permanent aux personnes remises.

Les représentants du Partenaire d'opération [X], du Comité international de la Croix-Rouge et, le cas échéant, d'un autre organisme mentionné à l'alinéa précédent, sont autorisés à se rendre dans tous les lieux où se trouvent les personnes remises ; ils auront accès à tous les locaux utilisés par les personnes remises. Ils seront également autorisés à se rendre dans les lieux de départ, de passage ou d'arrivée des personnes remises. Ils pourront s'entretenir sans témoin avec les personnes remises, par l'entremise d'un interprète si cela est nécessaire.

Toute liberté sera laissée aux représentants susmentionnés quant au choix des endroits qu'ils désirent visiter ; la durée et la fréquence de ces visites ne seront pas limitées. Elles ne sauraient être interdites qu'en raison d'impérieuses nécessités militaires et seulement à titre exceptionnel et temporaire.

La Partie malienne s'engage à tenir un registre sur lequel elle consigne les informations relatives à chaque personne remise (identité de la personne remise, date du transfert, lieu de détention, état de santé de la personne remise, matériels ou objets saisis).

Ce registre peut être consulté à leur requête par la Partie française et le Partenaire d'opération [X], par le CICR ou, le cas échéant, par tout autre organisme compétent en matière de droits de l'homme mentionné au cinquième alinéa du présent article.

Les dispositions précédentes sont sans préjudice de l'accès du Comité international de la Croix-Rouge aux personnes remises. Les visites du CICR aux personnes remises s'effectueront en conformité avec ses modalités de travail institutionnelles

Article 11

Tout différend entre la Partie malienne et le Partenaire d'opération [X] concernant l'application ou l'interprétation des présentes stipulations est réglé par voie diplomatique.

En acceptant les droits et obligations précités conformément à l'article 2 du Protocole additionnel, le Gouvernement de [Partenaire d'opération X] dégage expressément la Partie française de toute responsabilité quant à l'exercice de ces droits et obligations tant vis-à-vis du Gouvernement de [Partenaire d'opération X] que de la Partie malienne.

Article 12

La présente acceptation produit ses effets pendant une durée de deux ans. Cette durée est renouvelable par tacite reconduction.

Le Partenaire d'opération [X], la Partie française ou la Partie malienne peuvent dénoncer cette acceptation par le biais d'une notification écrite.

Cette dénonciation prend effet selon des modalités convenues d'un commun accord entre le Partenaire d'opération [X], la Partie française et la Partie malienne ».

PŘEKLAD

VELVYSLANECTVÍ FRANCIE V MALI

Bamako, 6. března 2020

Velvyslanec

č. 2020-0135457/chan

Vážený pane ministře,

mající na paměti Chartu Spojených národů a rezoluce Rady bezpečnosti č. 2056 (2012), 2071 (2012), 2085 (2012), 2100 (2013), 2164 (2014), 2227 (2015), 2295 (2016), 2364 (2017), 2374 (2017), 2391 (2017), 2423 (2018) a 2480 (2019) a výslovnou žádost prezidenta Republiky Mali vládám evropských států, kromě vlády Francouzské republiky, které se chtějí účastnit sil „Takuba",

berouce v úvahu Dohodu mezi vládou Republiky Mali a vládou Francouzské republiky upravující status sil „Serval", sjednanou výměnou dopisů podepsaných v Bamaku dne 7. března 2013 a v Kouloubě dne 8. března 2013,

se naše dvě vlády dohodly na rozmístění vojenských jednotek evropských států účastnících se společných mnohonárodních sil pro speciální operace *(Combined Joint Special Operations Task Force (CJSOTF))* v Mali, dále jen „síly Takuba", pod velením velitele francouzské jednotky „Barkhane" podporující síly Republiky Mali.

V této souvislosti mám tu čest jménem své vlády navrhnout následující ustanovení vztahující se na síly „Takuba" po celou dobu jejich rozmístění na území Republiky Mali v rámci operací vojenské pomoci malijskému státu na celém jeho území.

Následující ustanovení upravují status jiných než francouzských jednotek sil „Takuba", včetně jejich vybavení, v rámci jejich misí v Mali.

Článek 1

„Personál sil Takuba" označuje vojenský a civilní personál náležející k nebo doprovázející vojenské jednotky nebo složky Francie a operačních partnerů.

„Operačními partnery" jsou evropské státy jiné než Francie, které byly po úzkých konzultacích:
- pozvány dopisem prezidenta Republiky Mali a schváleny a zmocněny vládou Republiky Mali k účasti v misích sil „Takuba" na misích Francie v Mali;
- schváleny a zmocněny francouzskou stranou, aby sloužily pod francouzským velením v rámci sil „Takuba" a v misích Francie v Mali.

Článek 2

1. Malijská strana uplatňuje ustanovení Dohody mezi vládou Republiky Mali a vládou Francouzské republiky upravující status sil „Serval“, sjednané výměnou dopisů podepsaných v Bamaku dne 7. března 2013 a v Kouloubě dne 8. března 2013, na jednotky operačních partnerů, kteří výslovně písemně přijali práva a povinnosti stanovené v této Dohodě v souladu s textem v příloze.

2. Své výslovné přijetí práv a povinností uvedených v bodě 1 oznámí operační partner malijské straně a francouzské straně. Vstupuje v platnost dnem přijetí posledního z těchto oznámení a vztahuje se na jednotky operačního partnera po celou dobu jejich působení na území Republiky Mali.

3. Prováděním tohoto dodatkového protokolu není dotčeno provádění jiných dohod uzavřených mezi Republikou Mali a operačními partnery.

Článek 3

Jakýkoli spor týkající se uplatňování nebo výkladu těchto ustanovení mezi stranami bude řešen diplomatickou cestou.

Byl bych Vám vděčný, kdybyste mě informoval, zda s výše uvedenými ustanovení Vaše vláda souhlasí. V tom případě tento dopis, jeho příloha, jakož i Vaše odpověď představují dodatkový protokol mezi našimi dvěma vládami o statusu jiných než francouzských jednotek sil „Takuba“.

Tento dodatkový protokol vstupuje v platnost dnem Vaší odpovědi a je účinný do konce misí sil „Takuba“ a do jejich úplného a konečného odchodu z území Republiky Mali.

Joël MEYER
velvyslanec Francie v Mali
podpis, kulaté razítko

Příloha: Text výslovného přijetí operačního partnera, adresovaný Francii a Mali.

Vážený pane prezidente,

Pro oznámení francouzské straně: V reakci na dopis adresovaný [X/X/X] prezidentem Republiky Mali, moje [vláda] přijímá rozmístění jednotek ozbrojených sil svého státu na území Republiky Mali v rámci sil „Takuba" pod francouzským velením sil „Barkhane", s cílem podpořit malijské ozbrojené síly v jejich boji proti organizovaným ozbrojeným skupinám provádějícím teroristické činnosti.

Následuje text níže uvedeného výslovného přijetí.

Pro oznámení malijské straně: V reakci na Váš dopis [X/X/X] moje [vláda] přijímá rozmístění jednotek ozbrojených sil svého státu na území Republiky Mali v rámci sil „Takuba" pod francouzským velením sil „Barkhane", s cílem podpořit malijské ozbrojené síly v jejich boji proti organizovaným ozbrojeným skupinám provádějícím teroristické činnosti.

Následuje text níže uvedeného výslovného přijetí.

Text přijetí:

„Podle článku 2 Dodatkového protokolu mezi vládou Republiky Mali a vládou Francouzské republiky upravujícího status jiných než francouzských jednotek sil „Takuba", sjednaného výměnou dopisů, k Dohodě mezi vládou Republiky Mali a vládou Francouzské republiky upravující status sil „Serval", sjednané výměnou dopisů podepsaných v Bamaku dne 7. března 2013 a v Kouloubě dne 8. března 2013 (dále jen „Dodatkový protokol"), moje vláda výslovně přijímá práva a povinnosti stanovené v článcích 1 až 11 Dohody mezi vládou Republiky Mali a vládou Francouzské republiky upravující status sil „Serval", sjednané výměnou dopisů podepsaných v Bamaku dne 7. března 2013 a v Kouloubě dne 8. března 2013, která zní následovně:

Článek 1

Po dobu svého nasazení dodržuje personál jednotky [X] právní předpisy platné v Republice Mali.

Uvedený personál se zdrží jakéhokoli jednání nebo činnosti neslučitelné s cíli této dohody.

Po dobu svého nasazení požívá personál jednotky [X] stejných imunit a výsad, jaké požívají experti na misích podle Úmluvy o výsadách a imunitách Organizace spojených národů ze dne 13. února 1946.

Článek 2

Personál jednotky [X] je oprávněn vstoupit na území malijské strany bez víza, pokud má vojenský nebo služební průkaz nebo platný cestovní pas a individuální nebo kolektivní rozkaz nebo jakýkoli podobný dokument vydaný vojenskými orgány operačního partnera [X].

Francouzské orgány poskytnou malijské straně jmenovitý seznam příslušného personálu před jeho příjezdem.

Článek 3

Personál jednotky [X] slouží pod francouzským velením v uniformě, v hodnosti a s označeními, která nosí v ozbrojených silách [X]. Kázeňská pravomoc je vyhrazena velení [X].

Článek 4

Malijská strana uznává pro personál jednotky [X] platnost řidičského průkazu vydaného operačním partnerem [X] nebo mezinárodního řidičského průkazu.

Článek 5

Při činnostech souvisejících s plněním této dohody se personál jednotky [X] pohybuje na území Republiky Mali bez omezení, a to včetně jejího vzdušného prostoru, přičemž používá dopravní prostředky, které má k dispozici a nemusí žádat o doprovod silami malijské strany. Z tohoto důvodu je jednotka [X] oprávněna využívat železnice, silnice, mosty, trajekty, letiště a přístavy bez placení cel, mýt, daní nebo jiných obdobných poplatků.

Jakékoli přesuny spojené s operační činností se oznamují příslušným malijským vojenským orgánům předem a v případě nouzové situace co nejdříve.

Článek 6

Personál jednotky [X] je oprávněn držet a nosit zbraně a munici, které jsou nezbytné pro činnosti související s prováděním této dohody. Personál jednotky [X] používá svou přidělenou zbraň v souladu s právním řádem [X]. Tyto zbraně a munice jsou skladovány a střeženy podle pravidel [X].

Jednotka [X] je oprávněna přijmout veškerá nezbytná opatření k zajištění ochrany svého personálu, vybavení a zařízení a pozemků, které jí byly poskytnuty nebo svěřeny do péče.

Malijské orgány odpovědné za veřejný pořádek a bezpečnost usnadňují dohled a ochranu zařízení, v nichž jsou státní příslušníci [X], ve spolupráci se zástupci jednotky [X]. Přijímají příslušná bezpečnostní opatření na veřejných komunikacích, zejména pokud jde o dopravu.

Příslušníci jednotky [X], plnící úkoly ochrany státních příslušníků [X], jsou oprávněni přijmout veškerá nezbytná opatření k zajištění bezpečnosti osob, a to i na veřejných komunikacích.

Článek 7

Pro činnosti související s prováděním této dohody je dovoz materiálu, vybavení, munice, zásob a zboží nezbytného pro jednotku [X] bezcelní a bez předchozí dovozní licence. Dovezené zboží může být na konci mise jednotky [X] znovu vyvezeno do [X] a osvobozeno od daně.

Nákupy zboží a služeb uskutečněné operačním partnerem [X] na území malijské strany v rámci této dohody jsou osvobozeny od všech daní, cel a poplatků.

Článek 8

Malijská strana se zavazuje podle svých možností poskytnout jednotce [X] materiál, zařízení a pozemky nezbytné pro činnosti související s prováděním této dohody, a to na základě jednoduché žádosti operačního partnera [X]. Toto poskytnutí je bezúplatné.

Operační partner [X] nebude požadovat písemné povolení malijské strany k provádění prací na těchto pozemcích a zařízeních, pokud takové práce nejsou zvlášť důležité. V tomto smyslu malijská strana vstřícně zváží každou žádost o povolení. Po ukončení mise jednotky [X] zůstane provedená práce ve vlastnictví malijské strany dle podmínek dohodnutých mezi malijskou stranou a operačním partnerem [X].

Pozemky a zařízení poskytnuté jednotce [X] jsou vráceny v použitém stavu malijské straně.

Malijská strana zmocňuje operačního partnera [X] používat komunikační systémy pro vlastní potřeby. Přístup k frekvenčnímu spektru poskytuje malijská strana bezúplatně.

Malijská strana poskytuje logistickou podporu požadovanou jednotkou [X] za podmínek dohodnutých mezi malijskou stranou a operačním partnerem [X].

Článek 9

Malijská strana a operační partner [X] se vzájemně vzdávají jakýchkoli postihů za vzájemné škody způsobené jejich personálu a majetku personálem nebo majetkem druhé strany, včetně škod majících za následek smrt, a to činy nebo nedbalostí spáchanými při rozmístění jednotky [X] nebo při plnění úkolů této jednotky.

Předchozí ustanovení se nepoužijí v případě hrubého pochybení nebo úmyslného zavinění. Hrubým pochybením se rozumí závažná chyba nebo hrubá nedbalost. Úmyslným zaviněním se rozumí pochybení spáchané pachatelem, který měl úmyslný záměr způsobit škodu.

Malijská strana hradí náhradu škod způsobených na majetku nebo osobě třetí strany, včetně případů, kdy je za ně částečně odpovědný operační partner [X]. V případě soudního řízení zahájeného u takových škod malijská strana zastoupí v řízení operačního partnera [X].

Článek 10

S osobami, které operační partner [X] případně zadrží, zachází a zajistí jejich střežení a bezpečnost v souladu s platnými pravidly mezinárodního humanitárního práva a mezinárodního práva lidských práv, zejména s Dodatkovým protokolem k Ženevským úmluvám ze dne 12. srpna 1949 o ochraně obětí ozbrojených konfliktů nemajících mezinárodní charakter (Protokol II), přijatým dne 8. června 1977, a s Úmluvou proti mučení a jinému krutému, nelidskému či ponižujícímu zacházení nebo trestání ze dne 10. prosince 1984.

Malijská strana zajišťuje střežení a bezpečnost osob předaných francouzskou stranou nebo, ve výjimečných případech, přímo operačním partnerem [X], v souladu s platnými pravidly mezinárodního humanitárního práva a mezinárodního práva lidských práv, zejména s Dodatkovým protokolem k Ženevským úmluvám ze dne 12. srpna 1949 o ochraně obětí ozbrojených konfliktů nemajících mezinárodní charakter (Protokol II), přijatým dne 8. června 1977, a s Úmluvou proti mučení a jinému krutému, nelidskému či ponižujícímu zacházení nebo trestání ze dne 10. prosince 1984.

Malijská strana se s ohledem na smluvní a ústavní závazky Francie a [X] zavazuje v případě, že by předané osobě hrozil trest smrti nebo trest představující kruté, nelidské nebo ponižující zacházení, že tento trest nebude požadován, a pokud by hypoteticky byly tyto tresty vyneseny, že nebudou vykonány.

Žádná osoba, která byla na základě tohoto článku předána malijským orgánům, nesmí být předána třetí straně bez předchozího souhlasu příslušných francouzských orgánů a orgánů [X].

Operační partner [X], Mezinárodní výbor Červeného kříže (MVČK) nebo, po schválení malijskou stranou, kterýkoli jiný příslušný orgán pro lidská práva, mají právo na stálý přístup k předaným osobám.

Zástupci operačního partnera [X], Mezinárodního výboru Červeného kříže a případně jiného orgánu uvedeného v předchozím odstavci, jsou oprávněni navštívit všechna místa, kde se nacházejí předané osoby; budou mít přístup do všech prostorů používaných předanými osobami. Budou také oprávněni chodit na místa odjezdu, průjezdu nebo příjezdu předaných osob. Budou moci s předanými osobami mluvit bez svědků a v případě potřeby prostřednictvím tlumočníka.

Výše uvedení zástupci si mohou svobodně vybrat místa, která chtějí navštívit; délka a frekvence těchto návštěv nebudou omezeny. Návštěvy mohou být zakázány pouze z důvodu naléhavé vojenské nutnosti a pouze výjimečně a dočasně.

Malijská strana se zavazuje vést evidenci, ve které zaznamenává informace o každé předané osobě (totožnost předané osoby, datum předání, místo zadržení, zdravotní stav předané osoby, zabavený materiál nebo předměty).

Do této evidence může nahlédnout na základě své žádosti francouzská strana a operační partner [X], MVČK nebo případně jiný příslušný orgán pro lidská práva uvedený v pátém odstavci tohoto článku.

Předchozími ustanovení není dotčen přístup Mezinárodního výboru Červeného kříže k předaným osobám. Návštěvy předaných osob bude MVČK provádět v souladu se svými institucionálními pracovními postupy.

Článek 11

Jakýkoli spor mezi malijskou stranou a operačním partnerem [X] týkající se uplatňování nebo výkladu těchto ustanovení se řeší diplomatickou cestou.

Přijetím výše uvedených práv a povinností v souladu s článkem 2 dodatkového protokolu vláda [operačního partnera X] výslovně zbavuje francouzskou stranu jakékoli odpovědnosti za výkon

těchto práv a povinností jak vládou [operačního partnera X], tak i vládou malijské strany.

Článek 12

Toto přijetí je účinné po dobu dvou let. Tato doba se automaticky prodlužuje.

Operační partner [X], malijská strana nebo francouzská strana mohou toto přijetí odvolat písemným oznámením.

Toto odvolání nabývá účinku podle podmínek, na nichž se společně dohodli operační partner [X], malijská strana a francouzská strana.“

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

LE MINISTRE

RÉPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une foi

Koulouba, le 10 MARS 2020

A

Son Excellence M. l'Ambassadeur
de la République française au Mali

-BAMAKO-

N°.....00044...../MAECI/DAJ-DAICC-SAB

Monsieur l'Ambassadeur,

J'accuse réception de votre lettre N° 2020-0135457/chan du 6 mars 2020, relative au Protocole additionnel sous forme d'échange de lettres à l'Accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République du Mali et le Gouvernement de la République Française déterminant la Statut de la Force « Serval » signées à Bamako le 7 mars 2013 et à Koulouba le 8 mars 2013, entre le Gouvernement de la République du Mali et le Gouvernement de la République Française déterminant le Statut des détachements non français de la Force « TAKUBA », et porter à votre connaissance ce qui suit :

Ayant à l'esprit la Charte des Nations Unies et les résolutions 2056 (2012), 2071 (2012), 2085 (2012), 2100 (2013), 2164 (2014), 2227 (2015), 2295 (2016), 2364 (2017), 2374 (2017), 2391 (2017), 2423 (2018) et 2480 (2019) du Conseil de sécurité, et la demande expresse du Président de la République du Mali aux gouvernements des Etats européens autres que la France souhaitant participer à la Force « Takuba »,

Considérant l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République du Mali et le Gouvernement de la République française déterminant le statut de la force « Serval », signées à Bamako le 7 mars 2013 et à Koulouba le 8 mars 2013,

Nos deux Gouvernements sont convenus du déploiement sur le territoire de la République du Mali de détachements de militaires d'Etats européens participant à la Force interarmées multinationale pour les opérations spéciales (*Combined Joint Special Operations Task Force (CJSOTF)*) au Mali, ci-après « la Force Takuba », placés sous le commandement du commandant du détachement français « Barkhane » soutenant les forces de la République du Mali.

Dans ce cadre, j'ai l'honneur, au nom de mon Gouvernement, de vous proposer les stipulations suivantes applicables à la Force « Takuba » pendant toute la durée de son déploiement sur le territoire de la République du Mali dans ses opérations d'assistance militaire à l'Etat malien sur l'intégralité de son territoire.

Les stipulations qui suivent régissent le statut des détachements non français de la Force « Takuba », y compris leurs équipements, dans le cadre de ses missions au Mali.

Article 1er

Le « Personnel de la Force Takuba » désigne le personnel militaire et civil appartenant aux, ou accompagnant les unités ou entités militaires de la France et des Partenaires d'opération.

Les « Partenaires d'opération » sont les Etats européens autres que la France qui, après d'étroites consultations :

- ont été invités, par lettre du Président de la République du Mali, et agréés et autorisés par le Gouvernement de la République du Mali à participer, au sein de la Force « Takuba », aux missions menées par la France au Mali ;
- ont été agréés et autorisés par la Partie française à servir sous commandement français pour participer, au sein de la Force « Takuba », aux missions menées par la France au Mali.

Article 2

1. La Partie malienne applique les stipulations de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République du Mali et le Gouvernement de la République française déterminant le statut de la force « Serval » signées à Bamako le 7 mars 2013 et à Koulouba le 8 mars 2013, aux détachements des Partenaires d'opération qui ont accepté expressément par écrit les droits et les obligations prévus par cet accord conformément au texte figurant en annexe.

2. L'acceptation expresse des droits et obligations mentionnée au point 1 est notifiée par le Partenaire d'opération à la Partie malienne et à la Partie française. Elle entre en vigueur à la date de réception de la dernière de ces notifications. Elle est applicable aux détachements des Partenaires d'opération pendant toute la durée de leur présence sur le territoire de la République du Mali.

3. La mise en œuvre du présent protocole additionnel est sans préjudice de la mise en œuvre d'autres accords conclus entre la République du Mali et les Partenaires d'opération.

Article 3

Tout différend concernant l'application ou l'interprétation des présentes stipulations entre les Parties est réglé par voie diplomatique.

La présente lettre, son annexe ainsi que votre lettre ci-dessus visée, son annexe constituent le Protocole additionnel entre nos deux Gouvernements déterminant le statut des détachements non français de la Force « Takuba ».

Ce protocole additionnel entre en vigueur à la date de réception de la présente et produit ses effets jusqu'à la fin des missions de la Force « Takuba » et son départ complet et définitif du territoire de la République du Mali.

Tiébilé DRAME

Annexe : Texte de l'acceptation expresse, adressée à la France et au Mali par le Partenaire d'opération.

Monsieur le Président,

Pour la notification à la Partie française : En réponse à la lettre adressée le [X/X/X] par le Président de la République du Mali, mon [Gouvernement] accepte de déployer des éléments de nos forces armées sur le territoire de la République du Mali au sein de la Force « Takuba », placée sous le commandement français de la Force « Barkhane », afin d'appuyer les forces armées maliennes dans leur combat contre les groupes armés organisés menant des activités terroristes.

Suivi du texte de l'acceptation expresse ci-dessous.

Pour la notification à la Partie malienne : En réponse à votre lettre du [X/X/X], mon [Gouvernement] accepte de déployer des éléments de nos forces armées sur le territoire de la République du Mali au sein de la Force « Takuba », placée sous le commandement français de la Force « Barkhane », afin d'appuyer les forces armées maliennes dans leur combat contre les groupes armés organisés menant des activités terroristes.

Suivi du texte de l'acceptation expresse ci-dessous.

Texte de l'acceptation :

« En application de l'article 2 du Protocole additionnel sous forme d'échange de lettres à l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République du Mali et le Gouvernement de la République française déterminant le statut de la force « Serval » signées à Bamako le 7 mars 2013 et à Koulouba le 8 mars 2013, entre le Gouvernement de la République du Mali et le Gouvernement de la République française déterminant le statut des détachements non français de la Force « Takuba » (ci-après le Protocole additionnel), mon Gouvernement accepte expressément les droits et les obligations prévus par les articles 1er à 11 de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République du Mali et le Gouvernement de la République française déterminant le statut de la force « Serval », signées à Bamako le 7 mars 2013 et à Koulouba le 8 mars 2013, qui se lisent comme suit :

Article 1er

Pendant la durée de son déploiement, le personnel du détachement [X] respecte la législation en vigueur en République du Mali.

Ledit personnel s'abstient de toute action ou activité incompatible avec les objectifs du présent accord.

Pendant la durée de son déploiement, le personnel du détachement [X] bénéficie des immunités et privilèges identiques à ceux accordés aux experts en mission par la convention sur les privilèges et immunités des Nations unies du 13 février 1946.

Article 2

Le personnel du détachement [X] est autorisé à entrer sur le territoire de la Partie malienne sans visa, sous réserve qu'il soit porteur d'une carte d'identité militaire ou professionnelle ou d'un passeport en cours de validité et d'un ordre de mission individuel ou collectif ou de tout autre document assimilé émanant des autorités militaires du Partenaire d'opération [X].

Préalablement à son arrivée, la liste nominative du personnel concerné est communiquée par les autorités françaises à la Partie malienne.

Article 3

Le personnel du détachement [X] sert sous commandement français avec l'uniforme, le grade et les insignes qu'il porte dans les forces armées [X]. Le pouvoir disciplinaire est réservé au commandement [X].

Article 4

La Partie malienne reconnaît, pour le personnel du détachement [X], la validité du permis de conduire délivré par le Partenaire d'opération [X] ou du permis de conduire international.

Article 5

Pour les activités liées à l'exécution du présent accord, le personnel du détachement [X] circule sans restriction sur le territoire de la République du Mali, y compris son espace aérien, en utilisant les moyens de transport dont il dispose et sans qu'il ait à solliciter un accompagnement par les forces de la Partie malienne. A ce titre, le détachement [X] est autorisé à utiliser les voies ferrées, routes, ponts, transbordeurs, aéroports et ports en exemption de redevances, péages, taxes ou droits similaires.

Tout déplacement lié à une activité opérationnelle est signalé aux autorités militaires maliennes compétentes au préalable, et dans les plus brefs délais en cas de situation d'urgence.

Article 6

Le personnel du détachement [X] est autorisé à détenir et à porter l'armement et les munitions nécessaires aux activités liées à l'exécution du présent accord. Le personnel du détachement [X] utilise son arme de dotation conformément à la législation [X]. Ces armes et munitions sont entreposées et gardées selon les règles [X].

Le détachement [X] est autorisé à prendre toutes les mesures requises pour assurer la protection de ses personnels, de son matériel et des installations et terrains mis à sa disposition ou confiés à sa garde.

Les autorités maliennes chargées de l'ordre et de la sécurité publics facilitent la surveillance et la protection des installations accueillant des ressortissants [X] en coopération avec les représentants du détachement [X]. Elles prennent les mesures de sécurité appropriées sur la voie publique, notamment en matière de circulation.

Elles autorisent les membres du détachement [X] assurant des missions de protection des ressortissants [X] à prendre toutes les mesures requises pour assurer la sécurité des personnes, y compris sur la voie publique.

Article 7

Pour les activités liées à l'exécution du présent accord, les importations de matériel, équipement, munitions, ravitaillement et les approvisionnements nécessaires au détachement [X] sont effectuées en franchise de taxes et sans licence préalable à l'importation. Les marchandises importées pourront être réexportées en exonération de taxe vers [X] à la fin de la mission du détachement [X].

Les achats de biens et services effectués par le Partenaire d'opération [X] sur le territoire de la Partie malienne, dans le cadre de cet accord, sont exonérés de tous impôts, taxes et redevances.

Article 8

La Partie malienne s'engage en fonction de ses possibilités à mettre à disposition du détachement [X] les matériels, installations et terrains nécessaires aux activités liées à l'exécution du présent accord, et ce sur simple demande du Partenaire d'opération [X]. Cette mise à disposition est gratuite.

Le Partenaire d'opération [X] ne doit solliciter l'autorisation écrite de la Partie malienne pour réaliser des travaux sur ces terrains et installations que si lesdits travaux sont particulièrement importants. La Partie malienne examine avec bienveillance toute demande d'autorisation en ce sens. A la fin de la mission du détachement [X], les travaux réalisés resteront la propriété de la Partie malienne, selon des modalités fixées entre la Partie malienne et le Partenaire d'opération [X].

Les terrains et installations mis à la disposition du détachement [X] sont restitués en l'état d'usage à la Partie malienne.

La Partie malienne autorise le Partenaire d'opération [X] à mettre en œuvre des systèmes de communication pour ses besoins propres. L'accès au spectre des fréquences est accordé gracieusement par la Partie malienne.

La Partie malienne fournit le soutien logistique demandé par le détachement [X] dans des conditions convenues entre la Partie malienne et le Partenaire d'opération [X].

Article 9

La Partie malienne et le Partenaire d'opération [X] renoncent mutuellement à tout recours pour les dommages réciproques causés à leurs personnels et à leurs biens par les personnels ou les biens de l'autre Partie, y compris ceux ayant entraîné la mort, en raison d'actes ou de négligence commis à l'occasion du stationnement du détachement [X] ou de l'exécution par le détachement de ses missions.

Les dispositions précédentes ne s'appliquent pas en cas de faute lourde ou intentionnelle. Par faute lourde, il convient d'entendre l'erreur grossière ou la négligence grave. Par faute intentionnelle, il convient d'entendre la faute commise avec l'intention délibérée de son auteur de causer un préjudice.

La Partie malienne prend à sa charge la réparation des dommages causés aux biens ou à la personne d'un tiers, y compris lorsque le Partenaire d'opération [X] en est partiellement à l'origine. En cas d'action judiciaire intentée à l'occasion de tels dommages, la Partie malienne se substitue dans l'instance au Partenaire d'opération [X] mis en cause.

Article 10

Le Partenaire d'opération [X] traite les personnes qu'il pourrait retenir et dont il assurerait la garde et la sécurité conformément aux règles applicables du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, notamment le Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux (Protocole II) adopté le 8 juin 1977, et la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants du 10 décembre 1984.

La Partie malienne, en assurant la garde et la sécurité des personnes remises par la Partie française ou, à titre exceptionnel, directement par le Partenaire d'opération [X], se conforme aux règles applicables du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, notamment le Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux (Protocole II) adopté le 8 juin 1977, et la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants du 10 décembre 1984.

Compte tenu des engagements conventionnels et constitutionnels de la France et de [X], la Partie malienne s'engage à ce que, dans le cas où la peine de mort ou une peine constitutive d'un traitement cruel, inhumain ou dégradant serait encourue par une personne remise, elle ne soit pas requise et à ce que, dans l'hypothèse où de telles peines auraient été prononcées, elles ne soient pas exécutées.

Aucune personne remise aux autorités maliennes en application du présent article ne peut être transférée à une tierce partie sans accord préalable des autorités françaises et des autorités [X] concernées.

Le Partenaire d'opération [X], le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), ou, après approbation de la Partie malienne, tout autre organisme compétent en matière de droits de l'homme, dispose d'un droit d'accès permanent aux personnes remises.

Les représentants du Partenaire d'opération [X], du Comité international de la Croix-Rouge et, le cas échéant, d'un autre organisme mentionné à l'alinéa précédent, sont autorisés à se rendre dans tous les lieux où se trouvent les personnes remises ; ils auront accès à tous les locaux utilisés par les personnes remises. Ils seront également autorisés à se rendre dans les lieux de départ, de passage ou d'arrivée des personnes remises. Ils pourront s'entretenir sans témoin avec les personnes remises, par l'entremise d'un interprète si cela est nécessaire.

Toute liberté sera laissée aux représentants susmentionnés quant au choix des endroits qu'ils désirent visiter ; la durée et la fréquence de ces visites ne seront pas limitées. Elles ne sauraient être interdites qu'en raison d'impérieuses nécessités militaires et seulement à titre exceptionnel et temporaire.

La Partie malienne s'engage à tenir un registre sur lequel elle consigne les informations relatives à chaque personne remise (identité de la personne remise, date du transfert, lieu de détention, état de santé de la personne remise, matériels ou objets saisis).

Ce registre peut être consulté à leur requête par la Partie française et le Partenaire d'opération [X], par le CICR ou, le cas échéant, par tout autre organisme compétent en matière de droits de l'homme mentionné au cinquième alinéa du présent article.

Les dispositions précédentes sont sans préjudice de l'accès du Comité international de la Croix-Rouge aux personnes remises. Les visites du CICR aux personnes remises s'effectueront en conformité avec ses modalités de travail institutionnelles

Article 11

Tout différend entre la Partie malienne et le Partenaire d'opération [X] concernant l'application ou l'interprétation des présentes stipulations est réglé par voie diplomatique.

En acceptant les droits et obligations précités conformément à l'article 2 du Protocole additionnel, le Gouvernement de [Partenaire d'opération X] dégage expressément la Partie française de toute responsabilité quant à l'exercice de ces droits et obligations tant vis-à-vis du Gouvernement de [Partenaire d'opération X] que de la Partie malienne.

Article 12

La présente acceptation produit ses effets pendant une durée de deux ans. Cette durée est renouvelable par tacite reconduction.

Le Partenaire d'opération [X], la Partie malienne ou la Partie française peuvent dénoncer cette acceptation par le biais d'une notification écrite.

Cette dénonciation prend effet selon des modalités convenues d'un commun accord entre le Partenaire d'opération [X], la Partie malienne et la Partie française. »

J'ai l'honneur de vous faire part de l'accord de mon Gouvernement sur ces dispositions. Votre lettre et ma réponse constituent donc un accord entre nos deux Gouvernements, qui entre en vigueur ce jour et produira ses effets jusqu'à la fin des missions de la Force « Takuba » et son départ complet et définitif du territoire de la République du Mali.

PŘEKLAD

MINISTERSTVO ZAHRANIČNÍCH VĚCÍ A MEZINÁRODNÍ SPOLUPRÁCE

MINISTR

REPUBLIKA MALI

Koulouba, 10. března 2020

pro
Jeho Excelenci pana velvyslance
Francouzské republiky v Mali

BAMAKO

č. 00044/MAECI/DAJ-DAICC-SAB

Vážený pane velvyslanče,

potvrzuji přijetí Vašeho dopisu č. 2020-0135457/chan ze dne 6. března 2020, týkajícího se Dodatkového protokolu mezi vládou Republiky Mali a vládou Francouzské republiky upravujícího status jiných než francouzských jednotek sil „TAKUBA", sjednaného výměnou dopisů, k Dohodě mezi vládou Republiky Mali a vládou Francouzské republiky upravující status sil „Serval", sjednané výměnou dopisů podepsaných v Bamaku dne 7. března 2013 a v Kouloubě dne 8. března 2013, a sděluji Vám následující:

Majíce na paměti Chartu Spojených národů a rezoluce Rady bezpečnosti č. 2056 (2012), 2071 (2012), 2085 (2012), 2100 (2013), 2164 (2014), 2227 (2015), 2295 (2016), 2364 (2017), 2374 (2017), 2391 (2017), 2423 (2018) a 2480 (2019) a výslovnou žádost prezidenta Republiky Mali vládám evropských států, kromě vlády Francouzské republiky, které se chtějí účastnit sil „Takuba",

berouce v úvahu Dohodu mezi vládou Republiky Mali a vládou Francouzské republiky upravující status sil „Serval", sjednanou výměnou dopisů podepsaných v Bamaku dne 7. března 2013 a v Kouloubě dne 8. března 2013,

se naše dvě vlády dohodly na rozmístění vojenských jednotek evropských států účastnících se společných mnohonárodních sil pro speciální operace *(Combined Joint Special Operations Task Force (CJSOTF))* v Mali, dále jen „síly Takuba", pod velením velitele francouzské jednotky „Barkhane" podporujících síly Republiky Mali.

V této souvislosti mám tu čest jménem své vlády navrhnout následující ustanovení vztahující se na síly „Takuba" po celou dobu jejich rozmístění na území Republiky Mali v rámci operací vojenské pomoci malijskému státu na celém jeho území.

Následující ustanovení upravují status jiných než francouzských jednotek sil „Takuba", včetně jejich vybavení, v rámci jejich misí v Mali.

Článek 1

„Personál sil Takuba“ označuje vojenský a civilní personál náležející k nebo doprovázející vojenské jednotky nebo složky Francie a operačních partnerů.

„Operačními partnery“ jsou evropské státy jiné než Francie, které byly po úzkých konzultacích:
- pozvány dopisem prezidenta Republiky Mali a schváleny a zmocněny vládou Republiky Mali k účasti v misích sil „Takuba“ na misích Francie v Mali;
- schváleny a zmocněny francouzskou stranou, aby sloužily pod francouzským velením v rámci sil „Takuba“ a v misích Francie v Mali.

Článek 2

1. Malijská strana uplatňuje ustanovení Dohody mezi vládou Republiky Mali a vládou Francouzské republiky upravující status sil „Serval“, sjednané výměnou dopisů podepsaných v Bamaku dne 7. března 2013 a v Kouloubě dne 8. března 2013, na jednotky operačních partnerů, kteří výslovně písemně přijali práva a povinnosti stanovené v této Dohodě v souladu s textem v příloze.

2. Své výslovné přijetí práv a povinností uvedených v bodě 1 oznámí operační partner malijské straně a francouzské straně. Vstupuje v platnost dnem přijetí posledního z těchto oznámení a vztahuje se na jednotky operačního partnera po celou dobu jejich působení na území Republiky Mali.

3. Prováděním tohoto dodatkového protokolu není dotčeno provádění jiných dohod uzavřených mezi Republikou Mali a operačními partnery.

Článek 3

Jakýkoli spor týkající se uplatňování nebo výkladu těchto ustanovení mezi stranami bude řešen diplomatickou cestou.

Tento dopis a jeho příloha, jakož i výše uvedený dopis a jeho příloha představují dodatkový protokol mezi našimi dvěma vládami o statusu jiných než francouzských jednotek sil „Takuba“.

Tento dodatkový protokol vstupuje v platnost dnem přijetí tohoto dopisu a je účinný do konce misí sil „Takuba“ a do jejich úplného a konečného odchodu z území Republiky Mali.

Tiébilé DRAME
podpis, kulaté razítko

Příloha: Text výslovného přijetí operačního partnera, adresovaný Francii a Mali.

Vážený pane prezidente,

Pro oznámení francouzské straně: V reakci na dopis adresovaný [X/X/X] prezidentem Republiky Mali, moje [vláda] přijímá rozmístění jednotek ozbrojených sil svého státu na území Republiky Mali v rámci sil „Takuba" pod francouzským velením sil „Barkhane", s cílem podpořit malijské ozbrojené síly v jejich boji proti organizovaným ozbrojeným skupinám provádějícím teroristické činnosti.

Následuje text níže uvedeného výslovného přijetí.

Pro oznámení malijské straně: V reakci na Váš dopis [X/X/X] moje [vláda] přijímá rozmístění jednotek ozbrojených sil svého státu na území Republiky Mali v rámci sil „Takuba" pod francouzským velením sil „Barkhane", s cílem podpořit malijské ozbrojené síly v jejich boji proti organizovaným ozbrojeným skupinám provádějícím teroristické činnosti.

Následuje text níže uvedeného výslovného přijetí.

Text přijetí:

„Podle článku 2 Dodatkového protokolu mezi vládou Republiky Mali a vládou Francouzské republiky upravujícího status jiných než francouzských jednotek sil „Takuba", sjednaného výměnou dopisů, k Dohodě mezi vládou Republiky Mali a vládou Francouzské republiky upravující status sil „Serval", sjednané výměnou dopisů podepsaných v Bamaku dne 7. března 2013 a v Kouloubě dne 8. března 2013 (dále jen „Dodatkový protokol"), moje vláda výslovně přijímá práva a povinnosti stanovené v článcích 1 až 11 Dohody mezi vládou Republiky Mali a vládou Francouzské republiky upravující status sil „Serval", sjednané výměnou dopisů podepsaných v Bamaku dne 7. března 2013 a v Kouloubě dne 8. března 2013, která zní následovně:

Článek 1

Po dobu svého nasazení dodržuje personál jednotky [X] právní předpisy platné v Republice Mali.

Uvedený personál se zdrží jakéhokoli jednání nebo činnosti neslučitelné s cíli této dohody.

Po dobu svého nasazení požívá personál jednotky [X] stejných imunit a výsad, jaké požívají experti na misích podle Úmluvy o výsadách a imunitách Organizace spojených národů ze dne 13. února 1946.

Článek 2

Personál jednotky [X] je oprávněn vstoupit na území malijské strany bez víza, pokud má vojenský nebo služební průkaz nebo platný cestovní pas a individuální nebo kolektivní rozkaz nebo jakýkoli podobný dokument vydaný vojenskými orgány operačního partnera [X].

Francouzské orgány poskytnou malijské straně jmenovitý seznam příslušného personálu před jeho příjezdem.

Článek 3

Personál jednotky [X] slouží pod francouzským velením v uniformě, v hodnosti a s označeními, která nosí v ozbrojených silách [X]. Kázeňská pravomoc je vyhrazena velení [X].

Článek 4

Malijská strana uznává pro personál jednotky [X] platnost řidičského průkazu vydaného operačním partnerem [X] nebo mezinárodního řidičského průkazu.

Článek 5

Při činnostech souvisejících s plněním této dohody se personál jednotky [X] pohybuje na území Republiky Mali bez omezení, a to včetně jejího vzdušného prostoru, přičemž používá dopravní prostředky, které má k dispozici a nemusí žádat o doprovod silami malijské strany. Z tohoto důvodu je jednotka [X] oprávněna využívat železnice, silnice, mosty, trajekty, letiště a přístavy bez placení cel, mýt, daní nebo jiných obdobných poplatků.

Jakékoli přesuny spojené s operační činností se oznamují příslušným malijským vojenským orgánům předem a v případě nouzové situace co nejdříve.

Článek 6

Personál jednotky [X] je oprávněn držet a nosit zbraně a munici, které jsou nezbytné pro činnosti související s prováděním této dohody. Personál jednotky [X] používá svou přidělenou zbraň v souladu s právním řádem [X]. Tyto zbraně a munice jsou skladovány a střeženy podle pravidel [X].

Jednotka [X] je oprávněna přijmout veškerá nezbytná opatření k zajištění ochrany svého personálu, vybavení a zařízení a pozemků, které jí byly poskytnuty nebo svěřeny do péče.

Malijské orgány odpovědné za veřejný pořádek a bezpečnost usnadňují dohled a ochranu zařízení, v nichž jsou státní příslušníci [X], ve spolupráci se zástupci jednotky [X]. Přijímají příslušná bezpečnostní opatření na veřejných komunikacích, zejména pokud jde o dopravu.

Příslušníci jednotky [X], plnící úkoly ochrany státních příslušníků [X], jsou oprávněni přijmout veškerá nezbytná opatření k zajištění bezpečnosti osob, a to i na veřejných komunikacích.

Článek 7

Pro činnosti související s prováděním této dohody je dovoz materiálu, vybavení, munice, zásob a zboží nezbytného pro jednotku [X] bezcelní a bez předchozí dovozní licence. Dovezené zboží může být na konci mise jednotky [X] znovu vyvezeno do [X] a osvobozeno od daně.

Nákupy zboží a služeb uskutečněné operačním partnerem [X] na území malijské strany v rámci této dohody jsou osvobozeny od všech daní, cel a poplatků.

Článek 8

Malijská strana se zavazuje podle svých možností poskytnout jednotce [X] materiál, zařízení a pozemky nezbytné pro činnosti související s prováděním této dohody, a to na základě jednoduché žádosti operačního partnera [X]. Toto poskytnutí je bezúplatné.

Operační partner [X] nebude požadovat písemné povolení malijské strany k provádění prací na těchto pozemcích a zařízeních, pokud takové práce nejsou zvlášť důležité. V tomto smyslu malijská strana vstřícně zváží každou žádost o povolení. Po ukončení mise jednotky [X] zůstane provedená práce ve vlastnictví malijské strany dle podmínek dohodnutých mezi malijskou stranou a operačním partnerem [X].

Pozemky a zařízení poskytnuté jednotce [X] jsou vráceny v použitém stavu malijské straně.

Malijská strana zmocňuje operačního partnera [X] používat komunikační systémy pro vlastní potřeby. Přístup k frekvenčnímu spektru poskytuje malijská strana bezúplatně.

Malijská strana poskytuje logistickou podporu požadovanou jednotkou [X] za podmínek dohodnutých mezi malijskou stranou a operačním partnerem [X].

Článek 9

Malijská strana a operační partner [X] se vzájemně vzdávají jakýchkoli postihů za vzájemné škody způsobené jejich personálu a majetku personálem nebo majetkem druhé strany, včetně škod majících za následek smrt, a to činy nebo nedbalostí spáchanými při rozmístění jednotky [X] nebo při plnění úkolů této jednotky.

Předchozí ustanovení se nepoužijí v případě hrubého pochybení nebo úmyslného zavinění. Hrubým pochybením se rozumí závažná chyba nebo hrubá nedbalost. Úmyslným zaviněním se rozumí pochybení spáchané pachatelem, který měl úmyslný záměr způsobit škodu.

Malijská strana hradí náhradu škod způsobených na majetku nebo osobě třetí strany, včetně případů, kdy je za ně částečně odpovědný operační partner [X]. V případě soudního řízení zahájeného u takových škod malijská strana zastoupí v řízení operačního partnera [X].

Článek 10

S osobami, které operační partner [X] případně zadrží, zachází a zajistí jejich střežení a bezpečnost v souladu s platnými pravidly mezinárodního humanitárního práva a mezinárodního práva lidských práv, zejména s Dodatkovým protokolem k Ženevským úmluvám ze dne 12. srpna 1949 o ochraně obětí ozbrojených konfliktů nemajících mezinárodní charakter (Protokol II), přijatým dne 8. června 1977, a s Úmluvou proti mučení a jinému krutému, nelidskému či ponižujícímu zacházení nebo trestání ze dne 10. prosince 1984.

Malijská strana zajišťuje střežení a bezpečnost osob předaných francouzskou stranou nebo, ve výjimečných případech, přímo operačním partnerem [X], v souladu s platnými pravidly mezinárodního humanitárního práva a mezinárodního práva lidských práv, zejména s Dodatkovým protokolem k Ženevským úmluvám ze dne 12. srpna 1949 o ochraně obětí ozbrojených konfliktů

nemajících mezinárodní charakter (Protokol II), přijatým dne 8. června 1977, a s Úmluvou proti mučení a jinému krutému, nelidskému či ponižujícímu zacházení nebo trestání ze dne 10. prosince 1984.

Malijská strana se s ohledem na smluvní a ústavní závazky Francie a [X] zavazuje v případě, že by předané osobě hrozil trest smrti nebo trest představující kruté, nelidské nebo ponižující zacházení, že tento trest nebude požadován, a pokud by hypoteticky byly tyto tresty vyneseny, že nebudou vykonány.

Žádná osoba, která byla na základě tohoto článku předána malijským orgánům, nesmí být předána třetí straně bez předchozího souhlasu příslušných francouzských orgánů a orgánů [X].

Operační partner [X], Mezinárodní výbor Červeného kříže (MVČK) nebo, po schválení malijskou stranou, kterýkoli jiný příslušný orgán pro lidská práva, mají právo na stálý přístup k předaným osobám.

Zástupci operačního partnera [X], Mezinárodního výboru Červeného kříže a případně jiného orgánu uvedeného v předchozím odstavci, jsou oprávněni navštívit všechna místa, kde se nacházejí předané osoby; budou mít přístup do všech prostorů používaných předanými osobami. Budou také oprávněni chodit na místa odjezdu, průjezdu nebo příjezdu předaných osob. Budou moci s předanými osobami mluvit bez svědků a v případě potřeby prostřednictvím tlumočníka.

Výše uvedení zástupci si mohou svobodně vybrat místa, která chtějí navštívit; délka a frekvence těchto návštěv nebudou omezeny. Návštěvy mohou být zakázány pouze z důvodu naléhavé vojenské nutnosti a pouze výjimečně a dočasně.

Malijská strana se zavazuje vést evidenci, ve které zaznamenává informace o každé předané osobě (totožnost předané osoby, datum předání, místo zadržení, zdravotní stav předané osoby, zabavený materiál nebo předměty).

Do této evidence může nahlédnout na základě své žádosti francouzská strana a operační partner [X], MVČK nebo případně jiný příslušný orgán pro lidská práva uvedený v pátém odstavci tohoto článku.

Předchozími ustanovení není dotčen přístup Mezinárodního výboru Červeného kříže k předaným osobám. Návštěvy předaných osob bude MVČK provádět v souladu se svými institucionálními pracovními postupy.

Článek 11

Jakýkoli spor mezi malijskou stranou a operačním partnerem [X] týkající se uplatňování nebo výkladu těchto ustanovení se řeší diplomatickou cestou.

Přijetím výše uvedených práv a povinností v souladu s článkem 2 dodatkového protokolu vláda [operačního partnera X] výslovně zbavuje francouzskou stranu jakékoli odpovědnosti za výkon těchto práv a povinností jak vládou [operačního partnera X], tak i vládou malijské strany.

Článek 12

Toto přijetí je účinné po dobu dvou let. Tato doba se automaticky prodlužuje.

Operační partner [X], malijská strana nebo francouzská strana mohou toto přijetí odvolat písemným oznámením.

Toto odvolání nabývá účinku podle podmínek, na nichž se společně dohodli operační partner [X], malijská strana a francouzská strana.“

Mám tu čest Vás informovat o souhlasu mé vlády s těmito ustanoveními. Váš dopis a moje odpověď proto představují dohodu mezi našimi dvěma vládami, která vstoupí v platnost tímto dnem a bude v platnosti do konce misí sil „Takuba“ a do jejího úplného a konečného odchodu z území Republiky Mali.

AMBASSADE DE FRANCE AU MALI

N° 1901/MAECI

- 7 MAR. 2013

Monsieur le Ministre,

Gravement préoccupés par la situation qui affecte actuellement le Nord du territoire de la République du Mali et soucieux du respect de son intégrité territoriale,

Ayant à l'esprit la Charte des Nations Unies et les résolutions 2056 (2012), 2071 (2012) et 2085 (2012) du Conseil de sécurité, et la demande expresse du Gouvernement malien,

Nos deux gouvernements sont convenus du déploiement sur le territoire de la République du Mali d'un détachement de militaires français (ci-après « le détachement français ») soutenant les forces de la République du Mali.

Dans ce cadre, j'ai l'honneur, au nom de mon Gouvernement, de vous proposer les stipulations suivantes applicables au détachement français pendant toute la durée de son déploiement sur le territoire de la République du Mali dans ses opérations d'assistance militaire à l'Etat malien et de protection des ressortissants français sur l'intégralité de son territoire.

Les stipulations qui suivent régissent le statut du détachement français dans le cadre de ses missions au Mali. Le personnel du détachement français désigne le personnel militaire appartenant aux unités ou formations des armées de terre, de mer, de l'air ou de la gendarmerie nationale, ou de tout autre corps militaire français.

Article 1
Pendant la durée de son déploiement, le personnel du détachement français se conforme aux lois et usages en vigueur en République du Mali.

Ledit personnel s'abstient de toute action ou activité incompatible avec les objectifs du présent accord.

Pendant la durée de son déploiement, le personnel du détachement français bénéficie des immunités et privilèges identiques à ceux accordés aux experts en mission par la convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies du 13 février 1946.

.../...

Article 2
Le personnel du détachement français est autorisé à entrer sur le territoire de la Partie malienne sans visa, sous réserve qu'il soit porteur d'une carte d'identité militaire ou professionnelle ou d'un passeport en cours de validité et d'un ordre de mission individuel ou collectif ou de tout autre document assimilé émanant des autorités militaires de la partie française.

Article 3
Le personnel du détachement français sert sous commandement français avec l'uniforme, le grade et les insignes qu'il porte dans les forces armées françaises. Le pouvoir disciplinaire est réservé au commandement français.

Article 4
La Partie malienne reconnaît, pour le personnel du détachement français, la validité du permis de conduire délivré par la Partie française ou du permis de conduire international.

Article 5
Pour les activités liées à l'exécution du présent accord, le personnel du détachement français circule sans restriction sur le territoire de la République du Mali, y compris son espace aérien, en utilisant les moyens de transport dont il dispose et sans qu'il ait à solliciter un accompagnement par les forces de la Partie malienne. A ce titre, le détachement français est autorisé à utiliser les voies ferrées, routes, ponts, transbordeurs, aéroports et ports en exemption de redevances, péages, taxes ou droits similaires.

Article 6
Le personnel du détachement français est autorisé à détenir et à porter l'armement et les munitions nécessaires aux activités liées à l'exécution du présent accord. Le personnel du détachement français utilise son arme de dotation conformément à la législation française. Ces armes et munitions sont entreposées et gardées selon les règles françaises.

Le détachement français est autorisé à prendre toutes les mesures requises pour assurer la protection de ses personnels, de son matériel, et des installations et terrains mis à sa disposition ou confiés à sa garde.

Les autorités maliennes chargées de l'ordre et de la sécurité publics facilitent la surveillance et la protection des installations accueillant des ressortissants français en coopération avec les représentants du détachement français. Elles prennent les mesures de sécurité appropriées sur la voie publique, notamment en matière de circulation.
Elles autorisent les membres du détachement français assurant des missions de protection des ressortissants français à prendre toutes les mesures requises pour assurer la sécurité des personnes, y compris sur la voie publique.

Article 7
Pour les activités liées à l'exécution du présent accord, les importations de matériel, équipement, munitions, ravitaillement et les approvisionnements nécessaires au détachement français sont effectuées en franchise de taxes et sans licence préalable à l'importation. Les marchandises importées pourront être réexportées en exonération de taxe vers la France à la fin de la mission du détachement français.

.../...

Les achats de biens et services effectués par la partie française sur le territoire de la partie malienne, dans le cadre de cet accord, sont exonérés de tous impôts, taxes, et redevances.

Article 8
La Partie malienne met gratuitement à la disposition du détachement français les matériels, installations et terrains, nécessaires aux activités liées à l'exécution du présent accord, et ce sur simple demande de la Partie française.

La Partie française ne doit solliciter l'autorisation écrite de la Partie malienne pour réaliser des travaux sur ces terrains et installations que si lesdits travaux sont particulièrement importants. La Partie malienne examine avec bienveillance toute demande d'autorisation en ce sens. A la fin de la mission du détachement français, les travaux réalisés resteront la propriété de la Partie malienne, selon des modalités fixées entre les Parties.
Les terrains et installations mis à la disposition du détachement français sont restitués en l'état d'usage à la Partie malienne.

La Partie malienne autorise la Partie française à mettre en œuvre des systèmes de communication pour ses besoins propres. L'accès au spectre des fréquences est accordé gracieusement par la Partie malienne.

La Partie malienne fournit le soutien logistique demandé par le détachement français, dans des conditions dont les deux Parties conviennent.

Article 9
Les Parties renoncent mutuellement à tout recours pour les dommages réciproques causés à leurs personnels et à leurs biens par les personnels ou les biens de l'autre Partie, y compris ceux ayant entraîné la mort, en raison d'actes ou de négligence commis à l'occasion du stationnement du détachement français ou de l'exécution par le détachement de ses missions.

Les dispositions précédentes ne s'appliquent pas en cas de faute lourde ou intentionnelle. Par faute lourde, il convient d'entendre l'erreur grossière ou la négligence grave. Par faute intentionnelle, il convient d'entendre la faute commise avec l'intention délibérée de son auteur de causer un préjudice.

La Partie malienne prend à sa charge la réparation des dommages causés aux biens ou à la personne d'un tiers, y compris lorsque la Partie française en est partiellement à l'origine. En cas d'action judiciaire intentée à l'occasion de tels dommages, la partie malienne se substitue dans l'instance à la Partie française mise en cause.

Article 10
La Partie française traite les personnes qu'elle pourrait retenir et dont elle assurerait la garde et la sécurité conformément aux règles applicables du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, notamment le Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux (Protocole II) adopté le 8 juin 1977, et la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants du 10 décembre 1984.

.../...

La Partie malienne, en assurant la garde et la sécurité des personnes remises par la partie française, se conforme aux règles applicables du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, notamment le Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux (Protocole II) adopté le 8 juin 1977, et la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants du 10 décembre 1984.

Compte tenu des engagements conventionnels et constitutionnels de la France, la Partie malienne s'engage à ce que, dans le cas où la peine de mort ou une peine constitutive d'un traitement cruel, inhumain ou dégradant serait encourue, elle ne soit ni requise ni prononcée à l'égard d'une personne remise, et à ce que, dans l'hypothèse où de telles peines auraient été prononcées, elles ne soient pas exécutées.

Aucune personne remise aux autorités maliennes en application du présent article ne peut être transférée à une tierce partie sans accord préalable des autorités françaises.

La Partie française, le Comité international de la Croix rouge (CICR), ou, après approbation de la partie malienne, tout autre organisme compétent en matière de droits de l'homme, disposent d'un droit d'accès permanent aux personnes remises.

Les représentants de la Partie française, du Comité international de la Croix rouge, et le cas échéant, d'un autre organisme mentionné à l'alinéa précédent, sont autorisés à se rendre dans tous les lieux où se trouvent les personnes remises ; ils auront accès à tous les locaux utilisés par

les personnes remises. Ils seront également autorisés à se rendre dans les lieux de départ, de passage ou d'arrivée des personnes remises. Ils pourront s'entretenir sans témoin avec les personnes remises, par l'entremise d'un interprète si cela est nécessaire.

Toute liberté sera laissée aux représentants susmentionnés quant au choix des endroits qu'ils désirent visiter ; la durée et la fréquence de ces visites ne seront pas limitées. Elles ne sauraient être interdites qu'en raison d'impérieuses nécessités militaires et seulement à titre exceptionnel et temporaire.

La partie malienne s'engage à tenir un registre sur lequel elle consigne les informations relatives à chaque personne remise (identité de la personne remise, date du transfert, lieu de détention, état de santé de la personne remise).

Ce registre peut être consulté à leur requête par les Parties au présent Accord, par le CICR ou le cas échéant, par tout autre organisme compétent en matière de droits de l'homme mentionné au cinquième alinéa du présent article.

Les dispositions précédentes sont sans préjudice de l'accès du Comité international de la Croix-Rouge aux personnes remises. Les visites du CICR aux personnes remises s'effectueront en conformité avec ses modalités de travail institutionnelles

Article 11
Tout différend entre les deux Parties concernant l'application ou l'interprétation des présentes stipulations est réglé par voie diplomatique.

.../...

Article 12
Le présent échange de lettres n'a pas pour effet d'abroger l'accord de coopération militaire technique du 6 mai 1985.

Je vous serais obligé de bien vouloir me faire savoir si les dispositions qui précèdent recueillent l'agrément de votre Gouvernement. Dans ce cas, la présente lettre ainsi que votre réponse constitueront l'accord entre nos deux Gouvernements relatif au statut du détachement français.

Cet accord entrera en vigueur à la date de votre réponse, et produira ses effets jusqu'à la fin des missions du détachement français et son retour complet et définitif sur le territoire de la République française.

Christian ROUYER
Ambassadeur de France au Mali

PŘEKLAD

VELVYSLANECTVÍ FRANCIE V MALI

č. 1901/MAECI 7. března 2013

Vážený pane ministře,

vážně znepokojen situací, která v současné době ovlivňuje severní území Republiky Mali, a v obavě o respektování její územní celistvosti,

s ohledem na Chartu Spojených národů a rezoluce Rady bezpečnosti č. 2056 (2012), 2071 (2012) a 2085 (2012), a na výslovnou žádost malijské vlády,

se naše dvě vlády dohodly na nasazení jednotky francouzských vojáků (dále jen „francouzská jednotka“) na území Republiky Mali na podporu malijských ozbrojených sil.

V této souvislosti mám tu čest Vám jménem své vlády nabídnout následující ustanovení, která se vztahují na francouzskou jednotku po celou dobu jejího nasazení na území Republiky Mali v rámci operací při poskytování vojenské pomoci malijskému státu a při ochraně francouzských státních příslušníků na celém jeho území.

Následující ustanovení upravují status francouzské jednotky v rámci jejich misí v Mali. Personál francouzské jednotky tvoří vojenský personál patřící k jednotkám nebo útvarům pozemních sil, námořních sil, vzdušných sil nebo národního četnictva nebo jakéhokoli jiného francouzského vojenského sboru.

Článek 1
Po dobu svého nasazení dodržuje personál francouzské jednotky zákony a zvyklosti platné v Republice Mali.

Uvedený personál se zdrží jakéhokoli jednání nebo činnosti neslučitelné s cíli této dohody.

Po dobu svého nasazení požívá personál francouzské jednotky stejných imunit a výsad, jaké požívají znalci podle Úmluvy o výsadách a imunitách Organizace spojených národů ze dne 13. února 1946.

Článek 2
Personál francouzské jednotky je oprávněn vstoupit na území malijské strany bez víza, pokud má vojenský nebo služební průkaz nebo platný cestovní pas a individuální nebo kolektivní rozkaz nebo jakýkoli podobný dokument vydaný vojenskými orgány francouzské strany.

Článek 3
Personál francouzské jednotky slouží pod francouzským velením v uniformě, v hodnosti a s označeními, která nosí ve francouzských ozbrojených silách. Kázeňská pravomoc je vyhrazena francouzskému velení.

Článek 4
Malijská strana uznává pro personál francouzské jednotky platnost řidičského průkazu vydaného francouzskou stranou nebo mezinárodního řidičského průkazu.

Článek 5
Při činnostech souvisejících s plněním této dohody se personál francouzské jednotky pohybuje na území Republiky Mali bez omezení, a to včetně jejího vzdušného prostoru, přičemž používá dopravní prostředky, které má k dispozici a nemusí žádat o doprovod silami malijské strany. Z tohoto důvodu je francouzská jednotka oprávněna využívat železnice, silnice, mosty, trajekty, letiště a přístavy bez placení cel, mýt, daní nebo jiných obdobných poplatků.

Článek 6
Personál francouzské jednotky je oprávněn držet a nosit zbraně a munici, které jsou nezbytné pro činnosti související s prováděním této dohody. Personál francouzské jednotky používá svou přidělenou zbraň v souladu s právním řádem Francie. Tyto zbraně a munice jsou skladovány a střeženy podle francouzských pravidel.

Francouzská jednotka je oprávněna přijmout veškerá nezbytná opatření k zajištění ochrany svého personálu, vybavení a zařízení a pozemků, které jí byly poskytnuty nebo svěřeny do péče.

Malijské orgány odpovědné za veřejný pořádek a bezpečnost usnadňují dohled a ochranu zařízení, v nichž jsou francouzští státní příslušníci, ve spolupráci se zástupci francouzské jednotky. Přijímají příslušná bezpečnostní opatření na veřejných komunikacích, zejména pokud jde o dopravu.

Příslušníci francouzské jednotky, plnící úkoly ochrany francouzských státních příslušníků, jsou oprávněni přijmout veškerá nezbytná opatření k zajištění bezpečnosti osob, a to i na veřejných komunikacích.

Článek 7
Pro činnosti související s prováděním této dohody je dovoz materiálu, vybavení, munice, zásob a spotřebního zboží nezbytného pro francouzskou jednotku bezcelní a bez předchozí dovozní licence. Dovezené zboží může být na konci mise francouzské jednotky znovu vyvezeno do Francie a osvobozeno od daně.

Nákupy zboží a služeb uskutečněné francouzskou stranou na území malijské strany v rámci této dohody jsou osvobozeny od všech daní, cel a poplatků.

Článek 8
Malijská strana se zavazuje podle svých možností bezúplatně poskytnout francouzské jednotce materiály, zařízení a pozemky, které jsou nezbytné pro činnosti související s prováděním této dohody, a to na základě jednoduché žádosti francouzské strany.

Francouzská strana nebude požadovat písemné povolení malijské strany k provádění prací na těchto pozemcích a zařízeních, pokud takové práce nejsou zvlášť důležité. V tomto smyslu malijská strana vstřícně zváží každou žádost o povolení. Po ukončení mise francouzské jednotky zůstane provedená práce ve vlastnictví malijské strany dle podmínek dohodnutých mezi smluvními stranami.

Pozemky a zařízení poskytnuté francouzské jednotce jsou vráceny v použitém stavu malijské straně.

Malijská strana zmocňuje francouzskou stranu používat komunikační systémy pro své vlastní potřeby. Přístup k frekvenčnímu spektru poskytuje malijská strana bezúplatně.

Malijská strana poskytuje logistickou podporu požadovanou francouzskou jednotkou za podmínek dohodnutých mezi oběma smluvními stranami.

Článek 9
Smluvní strany se vzájemně vzdávají jakýchkoli postihů za vzájemné škody způsobené jejich personálu a majetku personálem nebo majetkem druhé strany, včetně škod majících za následek smrt, a to činy nebo nedbalostí spáchanými při rozmístění francouzské jednotky nebo při plnění misí této jednotky.

Předchozí ustanovení se nepoužijí v případě hrubého pochybení nebo úmyslného zavinění. Hrubým pochybením se rozumí závažná chyba nebo hrubá nedbalost. Úmyslným zaviněním se rozumí pochybení spáchané pachatelem, který měl úmyslný záměr způsobit škodu.

Malijská strana hradí náhradu škod způsobených na majetku nebo osobě třetí strany, včetně případů, kdy je za ně částečně odpovědná francouzská strana. V případě soudního řízení zahájeného u takových škod malijská strana zastoupí v řízení francouzskou stranu.

Článek 10
S osobami, které francouzská strana případně zadrží, zachází a zajistí jejich střežení a bezpečnost v souladu s platnými pravidly mezinárodního humanitárního práva a mezinárodního práva lidských práv, zejména s Dodatkovým protokolem k Ženevským úmluvám ze dne 12. srpna 1949 o ochraně obětí ozbrojených konfliktů nemajících mezinárodní charakter (Protokol II), přijatým dne 8. června 1977, a s Úmluvou proti mučení a jinému krutému, nelidskému či ponižujícímu zacházení nebo trestání ze dne 10. prosince 1984.

Malijská strana zajišťuje střežení a bezpečnost osob předaných francouzskou stranou v souladu s platnými pravidly mezinárodního humanitárního práva a mezinárodního práva lidských práv, zejména s Dodatkovým protokolem k Ženevským úmluvám ze dne 12. srpna 1949 o ochraně obětí ozbrojených konfliktů nemajících mezinárodní charakter (Protokol II), přijatým dne 8. června 1977, a s Úmluvou proti mučení a jinému krutému, nelidskému či ponižujícímu zacházení nebo trestání ze dne 10. prosince 1984.

Malijská strana se s ohledem na smluvní a ústavní závazky Francie zavazuje v případě, že by předané osobě hrozil trest smrti nebo trest představující kruté, nelidské nebo ponižující zacházení, že tento trest nebude ani vyžadován a ani vynesen, a pokud by hypoteticky byly tyto tresty vyneseny, že nebudou vykonány.

Žádná osoba, která byla na základě tohoto článku předána malijským orgánům, nesmí být předána třetí straně bez předchozího souhlasu příslušných francouzských orgánů.

Francouzská strana, Mezinárodní výbor Červeného kříže (MVČK) nebo, po schválení malijskou stranou, kterýkoli jiný příslušný orgán pro lidská práva, mají právo na permanentní přístup k předaným osobám.

Zástupci francouzské strany, Mezinárodního výboru Červeného kříže a případně jiného orgánu uvedeného v předchozím odstavci, jsou oprávněni navštívit všechna místa, kde se nacházejí předané osoby; budou mít přístup do všech prostorů používaných předanými osobami. Budou také oprávněni chodit na místa odjezdu, průjezdu nebo příjezdu předaných osob. Budou moci s předanými osobami mluvit bez svědků a v případě potřeby prostřednictvím tlumočníka.

Výše uvedení zástupci si mohou svobodně vybrat místa, která chtějí navštívit; délka a frekvence těchto návštěv nebudou omezeny. Návštěvy mohou být zakázány pouze z důvodu naléhavé vojenské nutnosti a pouze výjimečně a dočasně.

Malijská strana se zavazuje vést evidenci, ve které zaznamenává informace o každé předané osobě (totožnost předané osoby, datum předání, místo zadržení, zdravotní stav předané osoby).

Do této evidence můžou nahlédnout na základě své žádosti smluvní strany této dohody, MVČK nebo případně jiný příslušný orgán pro lidská práva uvedený v pátém odstavci tohoto článku.

Předchozími ustanoveními není dotčen přístup Mezinárodního výboru Červeného kříže k předaným osobám. Návštěvy předaných osob bude MVČK provádět v souladu se svými institucionálními pracovními postupy.

Článek 11
Jakýkoli spor mezi oběma stranami týkající se uplatňování nebo výkladu těchto ustanovení se řeší diplomatickou cestou.

Článek 12
Touto výměnou dopisů nedochází k ukončení dohody o vojensko-technické spolupráci ze dne 6. května 1985.

Byl bych Vám vděčný, kdybyste mě informoval, zda s výše uvedenými ustanoveními Vaše vláda souhlasí. V tom případě bude tento dopis a Vaše odpověď představovat dohodu mezi našimi dvěma vládami o statusu francouzské jednotky.

Tato dohoda vstoupí v platnost v den Vaší odpovědi a bude v platnosti do konce misí francouzské jednotky a do jejího úplného a konečného návratu na území Francouzské republiky.

CHRISTIAN ROUYER
velvyslanec Francie v Mali
podpis, kulaté razítko

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

LE MINISTRE

RÉPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

Koulouba, le 08 MARS 2013

A

SON EXCELLENCE MONSIEUR
L'AMBASSADEUR DE LA REPUBLIQUE
FRANCAISE AU MALI
BAMAKO

Monsieur l'Ambassadeur,

J'accuse réception de votre lettre du 7 mars 2013 qui se lit comme suit :

« Monsieur le Ministre,

Gravement préoccupés par la situation qui affecte actuellement le Nord du territoire de la République du Mali et soucieux du respect de son intégrité territoriale.

Ayant à l'esprit la Charte des Nations Unies et les résolutions 2056 (2012), 2071 (2012) et 2085 (2012) du Conseil de sécurité, et la demande expresse du Gouvernement malien,

Nos deux gouvernements sont convenus du déploiement sur le territoire de la République du Mali d'un détachement de militaires français (ci-après « le détachement français ») soutenant les forces de la République du Mali.

Dans ce cadre, j'ai l'honneur, au nom de mon Gouvernement, de vous proposer les stipulations suivantes applicables au détachement français pendant toute la durée de son déploiement sur le territoire de la République du Mali dans ses opérations d'assistance militaire a l'Etat malien et de protection des ressortissants français sur l'intégralité de son territoire.

Les stipulations qui suivent régissent le statut du détachement français dans le cadre de ses missions au Mali. Le personnel du détachement français désigne le personnel militaire appartenant aux unités ou formations des armées de terre, de mer, de l'air ou de la gendarmerie nationale, ou de tout autre corps militaire français.

Article 1
Pendant la durée de son déploiement, le personnel du détachement français se conforme aux lois et usages en vigueur en République du Mali.

Ledit personnel s'abstient de toute action ou activité incompatible avec les objectifs du présent accord.

Pendant la durée de son déploiement, le personnel du détachement français bénéficie des immunités et privilèges identiques à ceux accordés aux experts en mission par la convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies du 13 février 1946

Article 2
Le personnel du détachement français est autorisé à entrer sur le territoire de la Partie malienne sans visa, sous réserve qu'il soit porteur d'une carte d'identité militaire ou professionnelle ou d'un passeport en cours de validité et d'un ordre de mission individuel ou collectif ou de tout autre document assimilé émanant des autorités militaires de la partie française.

Article 3
Le personnel du détachement français sert sous commandement français avec l'uniforme, le grade et les insignes qu'il porte dans les forces armées françaises. Le pouvoir disciplinaire est réservé au commandement français.

Article 4
La Partie malienne reconnaît, pour le personnel du détachement français, la validité du permis de conduire délivré par la Partie française ou du permis de conduire international.

Article 5
Pour les activités liées à l'exécution du présent accord, le personnel du détachement français circule sans restriction sur le territoire de la République du Mali, y compris son espace aérien, en utilisant les moyens de transport dont il dispose et sans qu'il ait à solliciter un accompagnement par les forces de la Partie malienne. A ce titre, le détachement français est autorisé à utiliser les voies ferrées, routes, ponts, transbordeurs, aéroports et ports en exemption de redevances, péages, taxes ou droits similaires.

Article 6
Le personnel du détachement français est autorisé à détenir et à porter l'armement et les munitions nécessaires aux activités liées à l'exécution du présent accord. Le personnel du détachement français utilise son arme de dotation conformément à la législation française. Ces armes et munitions sont entreposées et gardées selon les règles françaises.

Le détachement français est autorisé à prendre toutes les mesures requises pour assurer la protection de ses personnels, de son matériel, et des installations et terrains mis à sa disposition ou confiés à sa garde.

Les autorités maliennes chargées de l'ordre et de la sécurité publics facilitent la surveillance et la protection des installations accueillant des ressortissants français en coopération avec les représentants du détachement français. Elles prennent les mesures de sécurité appropriées sur la voie publique, notamment en matière de circulation.
Elles autorisent les membres du détachement français assurant des missions de protection des ressortissants français à prendre toutes les mesures requises pour assurer la sécurité des personnes, y compris sur la voie publique.

Article 7
Pour les activités liées à l'exécution du présent accord, les importations de matériel, équipement, munitions, ravitaillement et les approvisionnements nécessaires au détachement français sont effectuées en franchise de taxes et sans licence préalable à l'importation. Les marchandises importées pourront être réexportées en exonération de taxe vers la France à la fin de la mission du détachement français.

Les achats de biens et services effectués par la partie française sur le territoire de la partie malienne, dans le cadre de cet accord, sont exonérés de tous impôts, taxes, et redevances.

Article 8
La Partie malienne met gratuitement à la disposition du détachement français les matériels, installations et terrains, nécessaires aux activités liées à l'exécution du présent accord, et ce sur simple demande de la Partie française.

La Partie française ne doit solliciter l'autorisation écrite de la Partie malienne pour réaliser des travaux sur ces terrains et installations que si lesdits travaux sont particulièrement importants. La Partie malienne examine avec bienveillance toute demande d'autorisation en ce sens. A la fin de la mission du détachement français, les travaux réalisés resteront la propriété de la Partie malienne, selon des modalités fixées entre les Parties.
Les terrains et installations mis à la disposition du détachement français sont restitués en l'état d'usage à la Partie malienne.

La Partie malienne autorise la Partie française à mettre en œuvre des systèmes de communication pour ses besoins propres. L'accès au spectre des fréquences est accordé gracieusement par la Partie malienne.

La Partie malienne fournit le soutien logistique demandé par le détachement français, dans des conditions dont les deux Parties conviennent.

Article 9
Les Parties renoncent mutuellement à tout recours pour les dommages réciproques causés à leurs personnels et à leurs biens par les personnels ou les biens de l'autre Partie, y compris ceux ayant entraîné la mort, en raison d'actes ou de négligence commis à l'occasion du stationnement du détachement français ou de l'exécution par le détachement de ses missions.

Les dispositions précédentes ne s'appliquent pas en cas de faute lourde ou intentionnelle. Par faute lourde, il convient d'entendre l'erreur grossière ou la négligence grave. Par faute intentionnelle, il convient d'entendre la faute commise avec l'intention délibérée de son auteur de causer un préjudice.

La Partie malienne prend à sa charge la réparation des dommages causés aux biens ou à la personne d'un tiers, y compris lorsque la Partie française en est partiellement à l'origine. En cas d'action judiciaire intentée à l'occasion de tels dommages, la partie malienne se substitue dans l'instance à la Partie française mise en cause.

Article 10
La Partie française traite les personnes qu'elle pourrait retenir et dont elle assurerait la garde et la sécurité conformément aux règles applicables du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, notamment le Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux (Protocole II) adopté le 8 juin 1977, et la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants du 10 décembre 1984.

La Partie malienne, en assurant la garde et la sécurité des personnes remises par la partie française, se conforme aux règles applicables du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, notamment le Protocole additionnel aux Conventions de

Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux (Protocole II) adopté le 8 juin 1977, et la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants du 10 décembre 1984.

Compte tenu des engagements conventionnels et constitutionnels de la France, la Partie malienne s'engage à ce que, dans le cas où la peine de mort ou une peine constitutive d'un traitement cruel, inhumain ou dégradant serait encourue, elle ne soit ni requise ni prononcée à l'égard d'une personne remise, et à ce que, dans l'hypothèse où de telles peines auraient été prononcées, elles ne soient pas exécutées.

Aucune personne remise aux autorités maliennes en application du présent article ne peut être transférée à une tierce partie sans accord préalable des autorités françaises.

La Partie française, le Comité international de la Croix rouge (CICR), ou, après approbation de la partie malienne, tout autre organisme compétent en matière de droits de l'homme, disposent d'un droit d'accès permanent aux personnes remises.

Les représentants de la Partie française, du Comité international de la Croix rouge, et le cas échéant, d'un autre organisme mentionné à l'alinéa précédent, sont autorisés à se rendre dans tous les lieux où se trouvent les personnes remises ; ils auront accès à tous les locaux utilisés par les personnes remises. Ils seront également autorisés à se rendre dans les lieux de départ, de passage ou d'arrivée des personnes remises. Ils pourront s'entretenir sans témoin avec les personnes remises, par l'entremise d'un interprète si cela est nécessaire.

Toute liberté sera laissée aux représentants susmentionnés quant au choix des endroits qu'ils désirent visiter ; la durée et la fréquence de ces visites ne seront pas limitées. Elles ne sauraient être interdites qu'en raison d'impérieuses nécessités militaires et seulement à titre exceptionnel et temporaire.

La partie malienne s'engage à tenir un registre sur lequel elle consigne les informations relatives à chaque personne remise (identité de la personne remise, date du transfert, lieu de détention, état de santé de la personne remise).

Ce registre peut être consulté à leur requête par les Parties au présent Accord, par le CICR ou le cas échéant, par tout autre organisme compétent en matière de droits de l'homme mentionné au cinquième alinéa du présent article.

Les dispositions précédentes sont sans préjudice de l'accès du Comité international de la Croix-Rouge aux personnes remises. Les visites du CICR aux personnes remises s'effectueront en conformité avec ses modalités de travail institutionnelles

Article 11
Tout différend entre les deux Parties concernant l'application ou l'interprétation des présentes stipulations est réglé par voie diplomatique.

Article 12
Le présent échange de lettres n'a pas pour effet d'abroger l'accord de coopération militaire technique du 6 mai 1985.

Je vous serais obligé de bien vouloir me faire savoir si les dispositions qui précèdent recueillent l'agrément de votre Gouvernement. Dans ce cas, la présente lettre ainsi que votre réponse constitueront l'accord entre nos deux Gouvernements relatif au statut du détachement français.

Cet accord entrera en vigueur à la date de votre réponse, et produira ses effets jusqu'à la fin des missions du détachement français et son retour complet et définitif sur le territoire de la République française ».

J'ai l'honneur de vous faire part de l'accord de mon Gouvernement sur ces dispositions. Votre lettre et ma réponse constituent donc un accord entre nos deux Gouvernements qui entre en vigueur ce jour et produira ses effets jusqu'à la fin des missions du détachement français et son retour complet et définitif sur le territoire de la République française.

PŘEKLAD

MINISTERSTVO ZAHRANIČNÍCH VĚCÍ A MEZINÁRODNÍ SPOLUPRÁCE

MINISTR

REPUBLIKA MALI

Koulouba, 8. března 2013

PRO

JEHO EXCELENCI PANA
VELVYSLANCE FRANCOUZSKÉ
REPUBLIKY V MALI
BAMAKO

Vážený pane velvyslanče,

potvrzuji přijetí Vašeho dopisu ze dne 7. března 2013, který zní:

„Vážený pane ministře,

vážně znepokojen situací, která v současné době ovlivňuje severní území Republiky Mali, a v obavě o respektování její územní celistvosti,

s ohledem na Chartu Spojených národů a rezoluce Rady bezpečnosti č. 2056 (2012), 2071 (2012) a 2085 (2012), a na výslovnou žádost malijské vlády,

se naše dvě vlády dohodly na nasazení jednotky francouzských vojáků (dále jen „francouzská jednotka“) na území Republiky Mali na podporu malijských ozbrojených sil.

V této souvislosti mám tu čest Vám jménem své vlády nabídnout následující ustanovení, která se vztahují na francouzskou jednotku po celou dobu jejího nasazení na území Republiky Mali v rámci operací při poskytování vojenské pomoci malijskému státu a při ochraně francouzských státních příslušníků na celém jeho území.

Následující ustanovení upravují status francouzské jednotky v rámci jejich misí v Mali. Personál francouzské jednotky tvoří vojenský personál patřící k jednotkám nebo útvarům pozemních sil, námořních sil, vzdušných sil nebo národního četnictva nebo jakéhokoli jiného francouzského vojenského sboru.

Článek 1
Po dobu svého nasazení dodržuje personál francouzské jednotky zákony a zvyklosti platné v Republice Mali.

Uvedený personál se zdrží jakéhokoli jednání nebo činnosti neslučitelné s cíli této dohody.

Po dobu svého nasazení požívá personál francouzské jednotky stejných imunit a výsad, jaké požívají znalci podle Úmluvy o výsadách a imunitách Organizace spojených národů ze dne 13. února 1946.

Článek 2
Personál francouzské jednotky je oprávněn vstoupit na území malijské strany bez víza, pokud má vojenský nebo služební průkaz nebo platný cestovní pas a individuální nebo kolektivní rozkaz nebo jakýkoli podobný dokument vydaný vojenskými orgány francouzské strany.

Článek 3
Personál francouzské jednotky slouží pod francouzským velením v uniformě, v hodnosti a s označeními, která nosí ve francouzských ozbrojených silách. Kázeňská pravomoc je vyhrazena francouzskému velení.

Článek 4
Malijská strana uznává pro personál francouzské jednotky platnost řidičského průkazu vydaného francouzskou stranou nebo mezinárodního řidičského průkazu.

Článek 5
Při činnostech souvisejících s plněním této dohody se personál francouzské jednotky pohybuje na území Republiky Mali bez omezení, a to včetně jejího vzdušného prostoru, přičemž používá dopravní prostředky, které má k dispozici a nemusí žádat o doprovod silami malijské strany. Z tohoto důvodu je francouzská jednotka oprávněna využívat železnice, silnice, mosty, trajekty, letiště a přístavy bez placení cel, mýt, daní nebo jiných obdobných poplatků.

Článek 6
Personál francouzské jednotky je oprávněn držet a nosit zbraně a munici, které jsou nezbytné pro činnosti související s prováděním této dohody. Personál francouzské jednotky používá svou přidělenou zbraň v souladu s právním řádem Francie. Tyto zbraně a munice jsou skladovány a střeženy podle francouzských pravidel.

Francouzská jednotka je oprávněna přijmout veškerá nezbytná opatření k zajištění ochrany svého personálu, vybavení a zařízení a pozemků, které jí byly poskytnuty nebo svěřeny do péče.

Malijské orgány odpovědné za veřejný pořádek a bezpečnost usnadňují dohled a ochranu zařízení, v nichž jsou francouzští státní příslušníci, ve spolupráci se zástupci francouzské jednotky. Přijímají příslušná bezpečnostní opatření na veřejných komunikacích, zejména pokud jde o dopravu.

Příslušníci francouzské jednotky, plnící úkoly ochrany francouzských státních příslušníků, jsou oprávněni přijmout veškerá nezbytná opatření k zajištění bezpečnosti osob, a to i na veřejných komunikacích.

Článek 7
Pro činnosti související s prováděním této dohody je dovoz materiálu, vybavení, munice, zásob a spotřebního zboží nezbytného pro francouzskou jednotku bezcelní a bez předchozí dovozní licence. Dovezené zboží může být na konci mise francouzské jednotky znovu vyvezeno do Francie a osvobozeno od daně.

Nákupy zboží a služeb uskutečněné francouzskou stranou na území malijské strany v rámci této dohody jsou osvobozeny od všech daní, cel a poplatků.

Článek 8
Malijská strana se zavazuje podle svých možností bezúplatně poskytnout francouzské jednotce materiály, zařízení a pozemky, které jsou nezbytné pro činnosti související s prováděním této dohody, a to na základě jednoduché žádosti francouzské strany.

Francouzská strana nebude požadovat písemné povolení malijské strany k provádění prací na těchto pozemcích a zařízeních, pokud takové práce nejsou zvlášť důležité. V tomto smyslu malijská strana vstřícně zváží každou žádost o povolení. Po ukončení mise francouzské jednotky zůstane provedená práce ve vlastnictví malijské strany dle podmínek dohodnutých mezi smluvními stranami.

Pozemky a zařízení poskytnuté francouzské jednotce jsou vráceny v použitém stavu malijské straně.

Malijská strana zmocňuje francouzskou stranu používat komunikační systémy pro své vlastní potřeby. Přístup k frekvenčnímu spektru poskytuje malijská strana bezúplatně.

Malijská strana poskytuje logistickou podporu požadovanou francouzskou jednotkou za podmínek dohodnutých mezi oběma smluvními stranami.

Článek 9
Smluvní strany se vzájemně vzdávají jakýchkoli postihů za vzájemné škody způsobené jejich personálu a majetku personálem nebo majetkem druhé strany, včetně škod majících za následek smrt, a to činy nebo nedbalostí spáchanými při rozmístění francouzské jednotky nebo při plnění misí této jednotky.

Předchozí ustanovení se nepoužijí v případě hrubého pochybení nebo úmyslného zavinění. Hrubým pochybením se rozumí závažná chyba nebo hrubá nedbalost. Úmyslným zaviněním se rozumí pochybení spáchané pachatelem, který měl úmyslný záměr způsobit škodu.

Malijská strana hradí náhradu škod způsobených na majetku nebo osobě třetí strany, včetně případů, kdy je za ně částečně odpovědná francouzská strana. V případě soudního řízení zahájeného u takových škod malijská strana zastoupí v řízení francouzskou stranu.

Článek 10
S osobami, které francouzská strana případně zadrží, zachází a zajistí jejich střežení a bezpečnost v souladu s platnými pravidly mezinárodního humanitárního práva a mezinárodního práva lidských práv, zejména s Dodatkovým protokolem k Ženevským úmluvám ze dne 12. srpna 1949 o ochraně obětí ozbrojených konfliktů nemajících mezinárodní charakter (Protokol II), přijatým dne 8. června 1977, a s Úmluvou proti mučení a jinému krutému, nelidskému či ponižujícímu zacházení nebo trestání ze dne 10. prosince 1984.

Malijská strana zajišťuje střežení a bezpečnost osob předaných francouzskou stranou v souladu s platnými pravidly mezinárodního humanitárního práva a mezinárodního práva lidských práv, zejména s Dodatkovým protokolem k Ženevským úmluvám ze dne 12. srpna 1949 o ochraně obětí ozbrojených konfliktů nemajících mezinárodní charakter (Protokol II), přijatým dne 8. června 1977, a s Úmluvou proti mučení a jinému krutému, nelidskému či ponižujícímu zacházení nebo trestání ze dne 10. prosince 1984.

Malijská strana se s ohledem na smluvní a ústavní závazky Francie zavazuje v případě, že by předané osobě hrozil trest smrti nebo trest představující kruté, nelidské nebo ponižující zacházení, že tento trest nebude ani vyžadován a ani vynesen, a pokud by hypoteticky byly tyto tresty vyneseny, že nebudou vykonány.

Žádná osoba, která byla na základě tohoto článku předána malijským orgánům, nesmí být předána třetí straně bez předchozího souhlasu příslušných francouzských orgánů.

Francouzská strana, Mezinárodní výbor Červeného kříže (MVČK) nebo, po schválení malijskou stranou, kterýkoli jiný příslušný orgán pro lidská práva, mají právo na permanentní přístup k předaným osobám.

Zástupci francouzské strany, Mezinárodního výboru Červeného kříže a případně jiného orgánu uvedeného v předchozím odstavci, jsou oprávněni navštívit všechna místa, kde se nacházejí předané osoby; budou mít přístup do všech prostorů používaných předanými osobami. Budou také oprávněni chodit na místa odjezdu, průjezdu nebo příjezdu předaných osob. Budou moci s předanými osobami mluvit bez svědků a v případě potřeby prostřednictvím tlumočníka.

Výše uvedení zástupci si mohou svobodně vybrat místa, která chtějí navštívit; délka a frekvence těchto návštěv nebudou omezeny. Návštěvy mohou být zakázány pouze z důvodu naléhavé vojenské nutnosti a pouze výjimečně a dočasně.

Malijská strana se zavazuje vést evidenci, ve které zaznamenává informace o každé předané osobě (totožnost předané osoby, datum předání, místo zadržení, zdravotní stav předané osoby).

Do této evidence můžou nahlédnout na základě své žádosti smluvní strany této dohody, MVČK nebo případně jiný příslušný orgán pro lidská práva uvedený v pátém odstavci tohoto článku.

Předchozími ustanoveními není dotčen přístup Mezinárodního výboru Červeného kříže k předaným osobám. Návštěvy předaných osob bude MVČK provádět v souladu se svými institucionálními pracovními postupy.

Článek 11
Jakýkoli spor mezi oběma stranami týkající se uplatňování nebo výkladu těchto ustanovení se řeší diplomatickou cestou.

Článek 12
Touto výměnou dopisů nedochází k ukončení dohody o vojensko-technické spolupráci ze dne 6. května 1985.

Byl bych Vám vděčný, kdybyste mě informoval, zda s výše uvedenými ustanoveními Vaše vláda souhlasí. V tom případě bude tento dopis a Vaše odpověď představovat dohodu mezi našimi dvěma vládami o statusu francouzské jednotky.

Tato dohoda vstoupí v platnost v den Vaší odpovědi a bude v platnosti do konce misí francouzské jednotky a do jejího úplného a konečného návratu na území Francouzské republiky."

Mám tu čest Vás informovat o souhlasu mé vlády s těmito ustanoveními. Váš dopis a moje odpověď proto představují dohodu mezi našimi dvěma vládami, která vstoupí v platnost tímto dnem a bude v platnosti do konce misí francouzské jednotky a do jejího úplného a konečného návratu na území Francouzské republiky.

Tieman Hubert COULIBALY
podpis, kulaté razítko

21

SDĚLENÍ

Ministerstva zahraničních věcí

Ministerstvo zahraničních věcí sděluje, že dne 28. dubna 2020 byl v Niamey podepsán Dodatkový protokol mezi vládou Francouzské republiky a vládou Nigerské republiky upravující status jiných než francouzských jednotek sil „Takuba“ k Dohodě mezi vládou Francouzské republiky a vládou Nigerské republiky o právním režimu zásahu francouzského vojenského personálu v Nigeru za účelem bezpečnosti v Sahelu, podepsané v Niamey dne 25. března 2013 a k Dohodě mezi vládou Francouzské republiky a vládou Nigerské republiky o statusu francouzského vojenského personálu přítomného v Nigeru v rámci francouzského zásahu za účelem bezpečnosti v Sahelu, podepsané v Niamey dne 19. července 2013.

S Dodatkovým protokolem vyslovil souhlas Parlament České republiky a prezident republiky podepsal dne 2. února 2021 listinu o přijetí Dodatkového protokolu Českou republikou.

Přijetí závazků z ustanovení Dodatkového protokolu Českou republikou bylo oznámeno Francouzské republice a Nigerské republice nótami ze dne 5. února 2021 a 9. února 2021.

Dodatkový protokol vstoupil v platnost na základě svého článku 4 odst. 1 dne 28. dubna 2020. Pro Českou republiku vstoupil v platnost na základě svého článku 2 odst. 2 dne 11. února 2021.

Francouzské znění Dodatkového protokolu a jeho překlad do českého jazyka se vyhlašují současně.

PROTOCOLE ADDITIONNEL

A

L'ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU NIGER RELATIF AU REGIME JURIDIQUE DE L'INTERVENTION DES MILITAIRES FRANÇAIS AU NIGER POUR LA SECURITE DU SAHEL, SIGNE A NIAMEY LE 25 MARS 2013

ET

A

L'ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU NIGER RELATIF AU STATUT DES MILITAIRES FRANÇAIS PRESENTS AU NIGER DANS LE CADRE DE L'INTERVENTION FRANCAISE POUR LA SECURITE AU SAHEL, SIGNE A NIAMEY LE 19 JUILLET 2013

ENTRE

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

ET

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU NIGER

DETERMINANT

LE STATUT DES DETACHEMENTS NON FRANÇAIS DE LA FORCE TAKUBA

Le Gouvernement de la République française, d'une part.

Et

Le Gouvernement de la République du Niger, d'autre part,

Ci-après dénommés respectivement « la Partie française » et « la Partie nigérienne », et collectivement « les Parties »,

Gravement préoccupés par l'évolution de la situation opérationnelle dans la bande sahélo-saharienne et soucieux de la protection de la République du Niger, de son intégrité territoriale, de ses infrastructures et de sa population ;

Ayant à l'esprit la Charte des Nations Unies et les résolutions 2359 (2017) et 2391 (2017) du Conseil de sécurité,

et la demande expresse du Président nigérien aux gouvernements des Etats européens autres que la France souhaitant participer à la Force Takuba,

Considérant l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Niger relatif au régime juridique de l'intervention de militaires français au Niger pour la sécurité au Sahel, signé à Niamey le 25 mars 2013,

Considérant l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Niger relatif au statut des militaires français présents au Niger dans le cadre de l'intervention française pour la sécurité au Sahel, signé à Niamey le 19 juillet 2013,

Etant convenus du déploiement sur le territoire de la République du Niger de détachements de militaires d'Etats européens participant à la Force interarmée multinationale pour les opérations spéciales (*Combined Joint Special Operations Task Force (CJSOTF)*), ci-après « la Force Takuba », placée sous le commandement du commandant du détachement français Barkhane soutenant les forces de la République du Niger,

Sont convenus des stipulations suivantes, qui régissent le statut des détachements non français de la Force Takuba, y compris leurs équipements, pendant toute la durée de leur déploiement sur le territoire de la République du Niger dans leurs opérations d'assistance militaire à l'Etat nigérien dans le cadre de l'intervention française pour la sécurité au Sahel :

Article 1er

Le « Personnel de la Force Takuba » désigne le personnel militaire et civil appartenant aux, ou accompagnant les unités ou formations des armées de terre, de mer, de l'air ou de tout autre corps militaire de la France et des Partenaires d'opération.

Les « Partenaires d'opération » sont les Etats européens autres que la France qui, après d'étroites consultations :

- ont été invités par lettre du Président de la République du Niger et agréés et autorisés par la Partie nigérienne à participer, au sein de la Force Takuba, aux missions menées par la France au Niger ;
- ont été agréés et autorisés par la Partie française à servir sous commandement français pour participer, au sein de la Force Takuba, aux missions menées par la France au Niger.

Article 2

1. La Partie nigérienne applique les stipulations de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Niger relatif au régime juridique de l'intervention de militaires français au Niger pour la sécurité au Sahel, signé à Niamey le 25 mars 2013, et de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Niger relatif

au statut des militaires français présents au Niger dans le cadre de l'intervention française pour la sécurité au Sahel, signé à Niamey le 19 juillet 2013, aux détachements des Partenaires d'opération qui ont accepté expressément par écrit les droits et les obligations prévus par ces accords conformément au texte figurant en annexe.

2. L'acceptation expresse des droits et obligations mentionnée au point 1 est notifiée par le Partenaire d'opération à la Partie française et à la Partie nigérienne. Elle entre en vigueur à la date de réception de la dernière de ces notifications. Elle est applicable aux détachements des Partenaires d'opération pendant toute la durée de leur présence sur le territoire de la République du Niger.

3. La mise en œuvre du présent protocole additionnel est sans préjudice de la mise en œuvre d'autres accords conclus entre la République du Niger et les Partenaires d'opération.

Article 3

Tout différend concernant l'application ou l'interprétation des présentes stipulations entre les Parties est réglé par voie diplomatique.

Article 4

1. Le présent accord entre en vigueur à la date de sa signature.

2. Il produit ses effets jusqu'à la fin des missions de la Force Takuba et son départ complet et définitif du territoire de la République du Niger.

3. Les Parties peuvent, à tout moment et d'un commun accord, amender par écrit le présent accord.

4. Chaque Partie peut dénoncer le présent accord avec un préavis de quatre-vingt-dix (90) jours par le biais d'une notification écrite. Cette dénonciation n'affecte pas les droits ou obligations résultant de l'exécution de l'accord préalablement à cette dénonciation.

5. La dénonciation du présent accord par l'une des Parties est également notifiée aux Partenaires d'opération qui ont accepté les droits et obligations du présent accord conformément à l'article 2.

Fait à Niamey, le 28 avril 2020, en deux exemplaires originaux, en langue française, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République française

ALEXANDRE GARCIA,
Ambassadeur

Pour le Gouvernement de la République du Niger

KALLA ANKOURAO,
Ministre des Affaires Étrangères, de la Coopération, de l'Intégration Africaine et des Nigériens à l'Extérieur

Annexe : Texte de l'acceptation expresse, adressée à la France et au Niger par le Partenaire d'opération.

Monsieur le Président,

Pour la notification à la Partie française : En réponse à la lettre adressée le [X/X/X] par le Président de la République du Niger, mon [Gouvernement] accepte de déployer des éléments de nos forces armées sur le territoire du Niger au sein de la Force Takuba, placée sous le commandement français de la Force Barkhane, afin d'appuyer les forces armées nigériennes dans leur combat contre les groupes armés organisés menant des activités terroristes.

Suivi du texte de l'acceptation expresse ci-dessous.

Pour la notification à la Partie nigérienne : En réponse à votre lettre du [X/X/X], mon Gouvernement accepte de déployer des éléments de nos forces armées sur le territoire du Niger au sein de la Force Takuba, placée sous le commandement de la Force Barkhane, afin d'appuyer les forces armées nigériennes dans leur combat contre les groupes armés organisés menant des activités terroristes.

Suivi du texte de l'acceptation expresse ci-dessous.

Texte de l'acceptation :

« En application de l'article 2 du Protocole additionnel à l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Niger relatif au régime juridique de l'intervention de militaires français au Niger pour la sécurité au Sahel, signé à Niamey le 25 mars 2013 (ci-après l'« Accord du 25 mars 2013 »), et à l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Niger relatif au statut des militaires français présents au Niger dans le cadre de l'intervention française pour la sécurité au Sahel, signé à Niamey le 19 juillet 2013 (ci-après l'« Accord du 19 juillet 2013 »), entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Niger déterminant le statut des détachements non français de la Force Takuba, signé le [date] (ci-après le « Protocole additionnel »), mon Gouvernement accepte expressément les droits et les obligations prévus par les points 2 à 5 de l'Accord du 25 mars 2013 et les articles 1 à 11 de l'Accord du 19 juillet 2013, qui se lisent comme suit :

Article 1er

Le présent accord régit le statut du Détachement [X] de la Force Takuba (ci-après le « Détachement [X] ») présent sur le territoire de la République du Niger dans le cadre de l'intervention française pour la sécurité au Sahel.

Article 2

Pendant la durée de leur présence sur le territoire de la République du Niger, les personnels du Détachement [X] respectent la législation qui y est en vigueur et s'abstiennent de toute action ou activité incompatible avec les objectifs de l'intervention française pour la sécurité au Sahel.

Pendant la durée de leur présence sur le territoire de la République du Niger, les personnels du Détachement [X] bénéficient, à l'égard de la Partie nigérienne, des immunités et privilèges identiques à ceux accordés aux experts en mission par la convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies du 13 février 1946. Ils ne peuvent en particulier faire l'objet d'aucune forme d'arrestation ou de détention. Ils jouissent notamment de l'immunité de la juridiction pénale de la Partie nigérienne sauf renonciation expresse du Partenaire d'opération [X].

En cas de crime ou de délit flagrant, les personnels du Détachement [X] justifient de leur identité à la demande des autorités nigériennes. Les autorités du Partenaire d'opération [X] sont immédiatement informées et prennent dans les plus brefs délais les mesures nécessaires pour prendre en charge les personnels du Détachement [X] concernés.

En cas d'infraction au droit pénal de la Partie nigérienne, les autorités nigériennes compétentes rassemblent les éléments de preuve qu'elles mettent à la disposition du Partenaire d'opération [X] à des fins de poursuite éventuelles par les autorités judiciaires du Partenaire d'opération [X]. La Partie nigérienne est tenue informée du déroulement de l'action judiciaire engagée par le Partenaire d'opération [X].

Article 3

1. L'assistance peut être constituée par la mise en œuvre de moyens terrestres et aériens, y compris, si la situation le demande, par l'exécution d'actions militaires menées par le Détachement [X] et coordonnées avec les moyens militaires de la République du Niger.

2. En cas d'urgence, le Détachement [X] peut mener ces actions de manière autonome à la condition d'en informer dans les meilleurs délais les autorités compétentes de la République du Niger.

3. Si les actions menées par le Détachement [X] devaient conduire à la remise de personnes à la Partie nigérienne, le Partenaire d'opération [X] et la Partie nigérienne appliqueraient les règles suivantes :

a) La Partie nigérienne, en assurant la garde et la sécurité des personnes remises par la Partie française ou par le Partenaire d'opération [X], se conforme aux règles applicables du droit international des droits de l'homme, notamment la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants du 10 décembre 1984.

b) Afin de satisfaire aux obligations constitutionnelles et conventionnelles de la Partie française et du Partenaire d'opération [X], la Partie nigérienne s'engage à ce que, dans le cas où la peine de mort ou une peine constitutive d'un traitement cruel, inhumain ou dégradant serait encourue, elle ne soit ni requise ni prononcée à l'égard d'une personne remise, et à ce que, dans l'hypothèse où de telles peines auraient été prononcées, elles ne soient pas exécutées.

c) Aucune personne remise aux autorités nigériennes en application du présent article ne peut être transférée à une tierce partie sans accord préalable des autorités françaises et des autorités du Partenaire d'opération [X] concernées.

4. La Partie française, la Partie nigérienne et le Partenaire d'opération [X] coopèrent en échangeant tout renseignement utile à l'évaluation de la menace pesant sur les intérêts des Parties, de la République française, de la République du Niger ou du Partenaire d'opération [X].

Article 4

La Partie nigérienne facilite l'entrée sur son territoire et la sortie de celui-ci aux personnels du Détachement [X] sous réserve qu'ils soient porteurs d'une carte d'identité militaire ou professionnelle ou d'un passeport en cours de validité.

La Partie française communique au préalable à la Partie nigérienne la liste des personnels du Détachement [X]. Ces personnels sont dispensés des formalités de visa, de contrôle et d'enregistrement des étrangers prévues par la législation de la Partie nigérienne.

Article 5

Les personnels du Détachement [X] servent sous commandement français avec l'uniforme, le grade et les insignes qu'ils portent dans les forces armées [X]. Le pouvoir disciplinaire est réservé au commandement [X].

Article 6

La Partie nigérienne reconnait, pour les personnels du Détachement [X], la validité du permis de conduire délivré par le Partenaire d'opération [X] ou du permis de conduire international.

Article 7

Sous réserve de l'application de stipulations plus favorables d'autres accords conclus entre la Partie nigérienne et le Partenaire d'opération [X], les personnels du Détachement [X] informent préalablement et dans un délai raisonnable les autorités nigériennes de leurs déplacements. Sauf objection de cette dernière, ils circulent librement sur le territoire de la République du Niger y compris dans son espace aérien, en utilisant les moyens de transport dont ils disposent et sans qu'ils aient à solliciter un accompagnement par les forces de la Partie nigérienne. A ce titre, les personnels du Détachement [X] sont autorisés à utiliser les voies ferrées, routes, ponts, transbordeurs, aéroports, à charge pour le Partenaire d'opération [X] de payer les redevances et péages y afférents dans les mêmes conditions que les forces armées de la Partie nigérienne.

Article 8

Les personnels du Détachement [X] sont autorisés à détenir et porter l'armement et les munitions nécessaires à l'accomplissement de leurs missions. Les personnels du Détachement [X] utilisent leur arme de dotation conformément à la législation [X]. Ces armes et munitions sont entreposées et gardées selon les règles [X].

Les personnels du Détachement [X] sont autorisés à prendre les mesures nécessaires, en concertation avec les autorités nigériennes compétentes, pour assurer la protection, celle de leurs matériels, et celles des installations et terrains mis à leur disposition.

Article 9

Les importations et réexportations de matériel, d'équipements, munitions, ravitaillements et approvisionnements du Partenaire d'opération [X] sont effectuées en franchise de tout frais et taxes douaniers.

Toutefois, ces importations et réexportations sont effectuées dans le respect des procédures en vigueur sur le territoire de la Partie nigérienne.

Les achats de biens et services effectuées par ou pour le Partenaire d'opération [X] sur le territoire de la Partie nigérienne sont exonérés de tous impôts, taxes, à l'exception de la redevance statistique et des prélèvements communautaires de solidarité (UEMOA et CEDEAO).

Article 10

La Partie nigérienne met gratuitement à la disposition des personnels du Détachement [X] les matériels, installations, terrains, nécessaires à l'intervention française pour la sécurité au Sahel, selon des modalités convenues entre la Partie nigérienne et le Partenaire d'opération [X].

Si le Partenaire d'opération [X] réalise des travaux sur ces terrains et installations, ils resteront la propriété de la Partie nigérienne à la fin de la mission des du Détachement [X], selon des modalités fixées d'un commun accord entre la Partie nigérienne et le Partenaire d'opération [X].

Les terrains et installations mis à la disposition des personnels du Détachement [X] sont restitués en l'état d'usage à la Partie nigérienne.

La Partie nigérienne autorise le Partenaire d'opération [X] à mettre en œuvre des systèmes de communication pour ses besoins propres. L'accès au spectre des fréquences est accordé gracieusement par la Partie nigérienne.

La Partie nigérienne fournit, dans la limite de ses moyens, le soutien logistique demandé par les personnels du Détachement [X], dans des conditions convenues entre la Partie nigérienne et le Partenaire d'opération [X].

Article 11

En cas de dommage causé, conjointement ou par la Partie nigérienne ou le Partenaire d'opération [X], à l'occasion du stationnement du Détachement [X] ou de l'exécution par le Détachement [X] de ses missions, la Partie nigérienne et le Partenaire d'opération [X] s'efforcent de procéder à la réparation dudit dommage par le biais de consultations et négociations par voie diplomatique.

Article 12

Tout différend entre la Partie nigérienne et le Partenaire d'opération [X] concernant l'application ou l'interprétation des stipulations de la présente acceptation est réglé par voie diplomatique.

Article 13

En acceptant les droits et obligations précités conformément à l'article 2 du Protocole additionnel, le Gouvernement de [partenaire d'opérations X] dégage expressément la Partie française de toute responsabilité quant à l'exercice de ces droits et obligations tant vis-à-vis du Gouvernement de [Partenaire d'opérations X] que de la Partie nigérienne.

Article 14

La présente acceptation entre en vigueur à la date de réception par la Partie française ou par la Partie nigérienne de la dernière notification par le Partenaire d'opération [X].

Elle produit ses effets pendant une période de six mois, tacitement renouvelable.

Le Partenaire d'opération [X], la Partie française ou la Partie nigérienne peuvent dénoncer cette acceptation par le biais d'une notification écrite. Cette dénonciation prend effet selon des modalités convenues d'un commun accord entre le Partenaire d'opération [X], la Partie française et la Partie nigérienne. Elle n'affecte pas les droits ou les obligations résultant de l'exécution de l'acceptation préalablement à cette dénonciation. »

PŘEKLAD

Dodatkový protokol mezi vládou Francouzské republiky a vládou Nigerské republiky upravující status jiných než francouzských jednotek sil „Takuba“

k

Dohodě mezi vládou Francouzské republiky a vládou Nigerské republiky o právním režimu zásahu francouzského vojenského personálu v Nigeru za účelem bezpečnosti v Sahelu podepsané v Niamey dne 25. března 2013

a

k

Dohodě mezi vládou Francouzské republiky a vládou Nigerské republiky o statusu francouzského vojenského personálu přítomného v Nigeru v rámci francouzského zásahu za účelem bezpečnosti v Sahelu podepsané v Niamey dne 19. července 2013

Vláda Francouzské republiky, na straně jedné,

a

vláda Nigerské republiky, na straně druhé,

dále jen „francouzská strana“ a „nigerská strana“ a společně „smluvní strany,“

vážně znepokojeny vývojem operační situace v sahelsko-saharském pásmu a obávajíce se o ochranu Nigerské republiky, její územní celistvosti, infrastruktury a populace;

majíce na paměti Chartu Spojených národů a rezoluce Rady bezpečnosti č. 2359 (2017) a 2391 (2017), a výslovnou žádost nigerského prezidenta určenou vládám evropských států, mimo Francie, které si přejí zapojit se do sil Takuba,

berouce v úvahu Dohodu mezi vládou Francouzské republiky a vládou Nigerské republiky o právním režimu zásahu francouzského vojenského personálu v Nigeru za účelem bezpečnosti v Sahelu, podepsanou v Niamey dne 25. března 2013,

berouce v úvahu Dohodu mezi vládou Francouzské republiky a vládou Nigerské republiky o statusu francouzského vojenského personálu přítomného v Nigeru v rámci francouzského zásahu za účelem bezpečnosti v Sahelu, podepsanou v Niamey dne 19. července 2013,

dohodnuvše se na rozmístění vojenských jednotek evropských států účastnících se společných mnohonárodních sil pro speciální operace [*Combined Joint Special Operations Task Force (CJSOTF)*], dále jen „sil Takuba“, na území Nigerské republiky pod velením velitele francouzské jednotky Barkhane podporující síly Nigerské republiky,

se dohodly na následujících ustanoveních, která stanoví status jiných než francouzských jednotek sil Takuba, včetně jejich vybavení, během celé doby jejich rozmístění na území Nigerské republiky v rámci jejich operací vojenské asistence nigerskému státu v rámci francouzského zásahu za účelem bezpečnosti v Sahelu.

Článek 1

„Personál sil Takuba“ označuje vojenský a civilní personál náležející k nebo doprovázející vojenské jednotky nebo složky pozemních sil, námořnictva, vzdušných sil nebo jakýchkoli jiných vojenských útvarů Francie a operačních partnerů.

„Operačními partnery“ jsou ty evropské státy, s výjimkou Francie, které byly po úzkých konzultacích:

- pozvány dopisem prezidenta Nigerské republiky a schváleny a povoleny nigerskou stranou k účasti, v rámci sil Takuba, v misích vedených Francií v Nigeru;
- schváleny a povoleny francouzskou stranou, aby sloužily pod francouzským velením za účelem účasti, v rámci sil Takuba, v misích vedených Francií v Nigeru.

Článek 2

1. Nigerská strana uplatňuje ustanovení Dohody mezi vládou Francouzské republiky a vládou Nigerské republiky o právním režimu zásahu francouzského vojenského personálu v Nigeru za účelem bezpečnosti v Sahelu, podepsané v Niamey dne 25. března 2013, a Dohody mezi vládou Francouzské republiky a vládou Nigerské republiky o statusu francouzského vojenského personálu přítomného v Nigeru v rámci francouzského zásahu za účelem bezpečnosti v Sahelu, podepsané v Niamey dne 19. července 2013, na jednotky operačních partnerů, kteří výslovně písemně přijali práva a povinnosti stanovené v těchto dohodách v souladu s textem v příloze.

2. Své výslovné přijetí práv a povinnosti uvedené v odstavci 1 oznámí operační partner francouzské straně a nigerské straně. Toto přijetí vstoupí v platnost dnem přijetí posledního z těchto oznámení a vztahuje se na jednotky operačního partnera po celou dobu jejich přítomnosti na území Nigerské republiky.

3. Prováděním tohoto dodatkového protokolu není dotčeno provádění jiných dohod uzavřených mezi Nigerskou republikou a operačními partnery.

Článek 3

Jakýkoli spor týkající se uplatňování nebo výkladu těchto ustanovení mezi stranami bude řešen diplomatickou cestou.

Článek 4

1. Tato dohoda vstupuje v platnost v den jejího podpisu.

2. Tato dohoda je účinná do konce misí sil Takuba a do jejich úplného a konečného odchodu z území Nigerské republiky.

3. Smluvní strany mohou tuto dohodu kdykoliv změnit na základě společné písemné dohody.

4. Každá strana může tuto dohodu vypovědět prostřednictvím písemného oznámení devadesát (90) dní předem. Toto oznámení nemá vliv na práva a povinnosti vyplývající z provádění této dohody, které předcházelo této výpovědi.

5. Vypovězení této dohody jednou ze smluvních stran je zároveň oznámeno těm operačním partnerům, kteří přijali práva a povinnosti dle této dohody v souladu s článkem 2.

Dáno v Niamey, dne 28. dubna 2020, ve dvou původních vyhotoveních ve francouzském jazyce. Oba texty mají stejnou platnost.

Za vládu Francouzské republiky

ALEXANDRE GARCIA
Velvyslanec

Za vládu Nigerské republiky

KALLA ANKOURAO
Ministryně zahraničních věcí,
spolupráce, africké integrace a
Nigerců v zahraničí

Příloha: Text výslovného přijetí operačního partnera, adresovaný Francii a Nigeru

Vážený pane prezidente,

Pro oznámení francouzské straně: V reakci na dopis zaslaný dne [X/X/X] prezidentem Nigerské republiky, má [vláda] souhlasí s rozmístěním jednotek ozbrojených sil na území Nigerské republiky v rámci sil Takuba pod francouzským velením sil Barkhane, s cílem podpořit nigerské ozbrojené síly v jejich boji proti organizovaným ozbrojeným skupinám provádějícím teroristické činnosti.

Následuje text níže uvedeného výslovného přijetí.

Pro oznámení nigerské straně: V reakci na Váš dopis ze dne [X/X/X] moje [vláda] souhlasí s rozmístěním jednotek ozbrojených sil na území Nigerské republiky v rámci sil Takuba pod francouzským velením sil Barkhane, s cílem podpořit nigerské ozbrojené síly v jejich boji proti organizovaným ozbrojeným skupinám provádějícím teroristické činnosti.

Následuje text níže uvedeného výslovného přijetí.

Text přijetí:

„Podle článku 2 Dodatkového protokolu mezi vládou Francouzské republiky a vládou Nigerské republiky upravujícího status jiných než francouzských jednotek sil Takuba k Dohodě mezi vládou Francouzské republiky a vládou Nigerské republiky o právním režimu zásahu francouzského vojenského personálu v Nigeru za účelem bezpečnosti v Sahelu, podepsané v Niamey dne 25. března 2013 (dále jen „Dohoda z 25. března 2013"), a Dohodě mezi vládou Francouzské republiky a vládou Nigerské republiky o postavení francouzského vojenského personálu přítomného v Nigeru v rámci francouzského zásahu za účelem bezpečnosti v Sahelu, podepsané v Niamey dne 19. července 2013 (dále jen „Dohoda z 19. července 2013"), (dále jen „Dodatkový protokol"), má vláda výslovně přijímá práva a povinnosti stanovená body 2 až 5 Dohody z 25. března 2013 a články 1 až 11 Dohody z 19. července 2013, která zní následovně:

Článek 1

Tato dohoda upravuje postavení jednotek [X] sil Takuba (dále jen „jednotky [X]") přítomných na území Nigerské republiky v rámci francouzského zásahu za účelem bezpečnosti v Sahelu.

Článek 2

Po dobu své přítomnosti na území Nigerské republiky respektuje personál jednotky [X] právní předpisy zde platné a zdrží se jakéhokoli jednání nebo činností, které by byly neslučitelné s cíli francouzského zásahu za účelem bezpečnosti v Sahelu.

Po dobu své přítomnosti na území Nigerské republiky požívá personál jednotky [X], ve vztahu k nigerské straně, stejných imunit a výsad, jaké požívají experti na misích podle *Úmluvy o výsadách a imunitách Organizace spojených národů ze dne 13. února 1946.* Především nemohou být předmětem jakékoliv formy zatčení nebo zadržení. Požívají zejména imunitu vůči trestní jurisdikci nigerské strany, ledaže by se jí operační partner [X] výslovně vzdal.

V případě přistižení při trestném činu nebo deliktu prokáže personál jednotky [X] na žádost nigerských orgánů svou totožnost. Orgány operačního partnera [X] jsou okamžitě informovány a učiní s co nejkratším prodlením opatření nezbytná pro převzetí předmětného personálu jednotky [X].

V případě trestného činu podle práva nigerské strany shromáždí příslušné nigerské orgány důkazy, které dají k dispozici operačnímu partnerovi [X] pro účely případného trestního stíhání ze strany soudních orgánů operačního partnera [X]. Nigerská strana je průběžně informována o vývoji soudního řízení zahájeného operačním partnerem [X].

Článek 3

1. Asistence se může skládat z nasazení pozemních a vzdušných prostředků, včetně, pokud to situace vyžaduje, vojenských zásahů prováděných jednotkou [X], koordinovaných s vojenskými silami Nigerské republiky.

2. V naléhavých případech může jednotka [X] provádět tyto zásahy samostatně, a to za podmínky, že o nich bude s co nejmenším odkladem informovat příslušné orgány Nigerské republiky.

3. Pokud by zásahy provedené jednotkou [X] měly vést k předání osob nigerské straně, operační partner [X] a nigerská strana budou uplatňovat následující pravidla:

   a) Nigerská strana při zajišťování strážení a bezpečnosti osob předaných francouzskou stranou nebo operačním partnerem [X] dodržuje platná pravidla mezinárodního práva lidských práv, zejména *Úmluvu proti mučení a jinému krutému, nelidskému či ponižujícímu zacházení nebo trestání ze dne 10. prosince 1984.*

   b) Za účelem naplnění ústavních a smluvních závazků francouzské strany a operačního partnera [X] se nigerská strana zavazuje k tomu, že v případech, kde by se uplatňoval trest smrti nebo trest představující kruté, nelidské nebo ponižující zacházení, nebude takovýto trest vůči předané osobě ani požadován, ani jí uložen, a pokud by hypoteticky takovéto tresty vyneseny byly, nebudou vykonány.

   c) Žádná osoba, která byla na základě tohoto článku předána nigerským orgánům, nesmí být předána třetí straně bez předchozího souhlasu příslušných francouzských orgánů a orgánů operačního partnera [X].

4. Francouzská strana, nigerská strana a operační partner [X] spolupracují prostřednictvím vyměňování veškerých informací užitečných k vyhodnocování ohrožení zájmů smluvních stran, Francouzské republiky, Nigerské republiky nebo operačního partnera.

Článek 4

Nigerská strana umožní vstup na své území a odchod z něj personálu jednotky [X], pokud má u sebe platný vojenský nebo služební průkaz nebo cestovní pas.

Francouzská strana předem poskytne nigerské straně seznam personálu jednotky [X]. Tento personál je osvobozen od vízových požadavků a požadavků týkajících se kontroly a registrace cizinců vyžadovaných právními předpisy nigerské strany.

Článek 5

Personál jednotky [X] slouží pod francouzským velením v uniformě, v hodnosti a s označeními, která nosí v ozbrojených silách [X]. Kázeňská pravomoc je vyhrazena velení [X].

Článek 6

Nigerská strana uznává pro personál jednotky [X] platnost řidičského průkazu vydaného operačním partnerem [X] nebo mezinárodního řidičského průkazu.

Článek 7

Aniž by byla dotčena platnost výhodnějších ustanovení z jiných dohod uzavřených mezi nigerskou stranou a operačním partnerem [X], personál jednotky [X] předem a v rozumném časovém rozmezí informuje nigerské orgány o svém pohybu. S výjimkou případů, kdy s tímto nigerské orgány nesouhlasí, se personál jednotky [X] po území Nigerské republiky, včetně jejího vzdušného prostoru, pohybuje bez omezení využívaje dopravní prostředky, které má k dispozici, a bez nutnosti žádat o doprovod ze strany ozbrojených sil nigerské strany. Za tímto účelem je personál jednotky [X] zmocněn používat železnice, silnice, mosty, trajekty a letiště, a to za předpokladu, že operační partner [X] zaplatí příslušné poplatky a mýtné za stejných podmínek, jako se vztahují na ozbrojené síly nigerské strany.

Článek 8

Personál jednotky [X] je oprávněn držet a nosit zbraně a munici, které jsou nezbytné pro splnění jejich misí. Personál jednotky [X] používá svou přidělenou zbraň v souladu s právním řádem [X]. Tyto zbraně a munice jsou skladovány a střeženy podle pravidel [X].

Personál jednotky [X] je oprávněn, po konzultaci s příslušnými nigerskými orgány, přijmout opatření nezbytná k zajištění ochrany svého vybavení, jakož i zařízení a pozemků, které mu byly poskytnuty.

Článek 9

Dovoz a zpětný vývoz materiálu, vybavení, munice, zásob a zboží operačního partnera [X] je osvobozen od všech daní a celních poplatků.

Tento dovoz a opětovný vývoz je však prováděn v souladu s postupy platnými na území nigerské strany.

Nákupy zboží a služeb učiněné operačním partnerem [X] na území nigerské strany budou osvobozeny od všech daní s výjimkou statistického poplatku a příspěvků komunitní solidarity (ECOWAS a WAEMU).

Článek 10

Nigerská strana bezplatně poskytne personálu jednotky [X] k dispozici vybavení, zařízení a pozemky nezbytné pro francouzský zásah za účelem bezpečnosti v Sahelu dle podmínek domluvených mezi nigerskou stranou a operačním partnerem [X].

Pokud operační partner [X] provede na těchto pozemcích nebo zařízeních nějaké úpravy, zůstávají tyto po skončení mise jednotky [X] ve vlastnictví nigerské strany za podmínek společně dohodnutých nigerskou stranou a operačním partnerem [X].

Pozemky a zařízení poskytnuté k využití personálu jednotky [X] budou nigerské straně navráceny v provozuschopném stavu.

Nigerská strana povolí operačnímu partnerovi [X] zavést komunikační systémy pro jeho vlastní potřebu. Přístup k frekvenčnímu spektru poskytne nigerská strana bezplatně.

Nigerská strana poskytne, v rámci svých možností, logistickou podporu požadovanou jednotkou [X] na základě podmínek domluvených mezi nigerskou stranou a operačním partnerem [X].

Článek 11

V případě škody způsobené nigerskou stranou, operačním partnerem [X] nebo společně během pobytu jednotky [X] nebo během naplňování jejích misí, budou nigerská strana a operační partner [X] usilovat o nápravu této škody prostřednictvím konzultací a vyjednávání diplomatickou cestou.

Článek 12

Jakýkoliv spor mezi nigerskou stranou a operačním partnerem [X] týkající se provádění nebo výkladu ustanovení tohoto přijetí bude vyřešen diplomatickou cestou.

Článek 13

Přijetím výše uvedených práv a povinností v souladu s článkem 2 Dodatkového protokolu vláda [operačního partnera X] výslovně zbavuje francouzskou stranu jakékoli odpovědnosti za výkon těchto práv a povinností jak vládou [operačního partnera X], tak i nigerskou stranou.

Článek 14

Toto přijetí vstoupí v platnost dnem, kdy francouzská nebo nigerská strana obdrží poslední oznámení učiněné operačním partnerem [X].

Toto přijetí je účinné po dobu šesti měsíců. Tato doba se automaticky prodlužuje.

Operační partner [X], francouzská strana a nigerská strana mohou toto přijetí vypovědět písemným oznámením. Toto vypovězení nabývá účinku podle podmínek, na nichž se společně dohodli operační partner [X], francouzská strana a nigerská strana. Toto odvolání nebude mít dopad na práva a povinnosti vyplývající z uplatňování tohoto přijetí před tímto vypovězením.“

ISSN 1801-0393

Vydává a tiskne: Tiskárna Ministerstva vnitra, p. o., Bartůňkova 4, pošt. schr. 10, 149 01 Praha 415, telefon: 272 927 011, fax: 974 887 395 – **Redakce**: Ministerstvo vnitra, nám. Hrdinů 1634/3, pošt. schr. 155/SB, 140 21 Praha 4, telefon: 974 817 289, fax: 974 816 871 – **Administrace**: písemné objednávky předplatného, změny adres a počtu odebíraných výtisků – Walstead Moraviapress s. r. o., U Póny 3061, 690 02 Břeclav, tel.: 516 205 175, e-mail: sbirky@walstead-moraviapress.com. **Roční předplatné** se stanovuje za dodávku kompletního ročníku včetně rejstříku z předcházejícího roku a je od předplatitelů vybíráno formou záloh ve výši oznámené ve Sbírce mezinárodních smluv. Závěrečné vyúčtování se provádí po dodání kompletního ročníku na základě počtu skutečně vydaných částek (první záloha na rok 2021 činí 5 000,– Kč) – Vychází podle potřeby – **Distribuce**: Walstead Moraviapress s. r. o., U Póny 3061, 690 02 Břeclav, celoroční předplatné a objednávky jednotlivých částek (dobírky) – 516 205 175, objednávky – knihkupci – 516 205 175, e-mail – sbirky@walstead-moraviapress.com. **Internetová prodejna**: www.sbirkyzakonu.cz – **Drobný prodej – Brno**: Vydavatelství a nakladatelství Aleš Čeněk, Obchodní galerie IBC (2. patro), Příkop 6; **Cheb**: EFREX, s. r. o., Karlova 31; **Chomutov**: DDD Knihkupectví – Antikvariát, Ruská 85; **Kadaň**: Knihařství – Přibíková, J. Švermy 14; **Liberec**: Podještědské knihkupectví, Moskevská 28; **Pardubice**: ABONO s. r. o., Sportovců 1121; **Plzeň**: Vydavatelství a nakladatelství Aleš Čeněk, nám. Českých bratří 8; **Praha 3**: Vydavatelství a nakladatelství Aleš Čeněk, Řipská 23, BMSS START, s. r. o., Olšanská 3; **Praha 4**: Tiskárna Ministerstva vnitra, Bartůňkova 4; **Praha 6**: DOVOZ TISKU SUWECO CZ, s. r. o., Sestupná 153/11; **Praha 10**: MONITOR CZ, s. r. o., Třebohostická 5, tel.: 283 872 605; **Ústí nad Labem**: KARTOON, s. r. o., Klíšská 3392/37 – vazby sbírek tel. a fax: 475 501 773, e-mail: kartoon@kartoon.cz; **Zábřeh**: Mgr. Ivana Patková, Žižkova 45. **Distribuční podmínky předplatného**: jednotlivé částky jsou expedovány neprodleně po dodání z tiskárny. Objednávky nového předplatného jsou vyřizovány do 15 dnů a pravidelné dodávky jsou zahajovány od nejbližší částky po ověření úhrady předplatného nebo jeho zálohy. Částky vyšlé v době od zaevidování předplatného do jeho úhrady jsou doposílány jednorázově. Změny adres a počtu odebíraných výtisků jsou prováděny do 15 dnů. **Reklamace**: informace na tel. čísle 516 205 175. **Podávání novinových zásilek** povoleno Českou poštou, s. p., Oděstěpný závod Jižní Morava Ředitelství v Brně č. j. P/2-4463/95 ze dne 8. 11. 1995.